Les DEBATS

Votre quotidien national

Le Président Bouteflika à Genève pour des contrôles médicaux périodiques

Page 24

Sécurité routière

Les transporteurs, ces faiseurs de la mort

Bien qu'une légère baisse en termes de nombre de morts sur nos routes a été enregistrée en 2015 comparativement à l'année 2014, le bilan reste «macabre». Les accidents mortels sont surtout causés par les transporteurs de marchandises et les transports en commun selon le chargé des activités au Centre national de prévention et de sécurité routières, Ahmed Naït El Hocine.

Page 2

Les partis politiques en campagne à travers le pays

L'unité nationale en leitmotiv

L'activité partisane gagne en intensité ces derniers jours, avec à la clé, un seul mot d'ordre : sauvegarder l'unité du pays face aux dangers qui la guettent en cette conjoncture sécuritaire régionale complexe, mais aussi pour contrecarrer l'offensive des séparatistes du MAK qui ont fait leur démonstration de rue à l'occasion de la célébration du 36ème anniversaire du Printemps berbère.

Page 3

Il s'apprêtait à franchir les frontières algériennes

Un terroriste abattu à In Guezzam

Page 24

Exploitation des ressources du Sahara occidental

Les sociétés complices du Maroc pointées du doigt

Page 3

1er Forum algérien des droits de l'homme et de l'environnement

«La responsabilité sociétale, nouveau paradigme de développement»

Page 4

Extrémisme religieux : discours et pratiques

Mettre fin aux impasses idéologiques et rentières

Par Saâd Taferka

Le ministre des Affaires religieuses, Mohamed Aïssa, a déclaré, samedi dernier à Illizi, que l'Algérie a «gagné son combat de prévention contre l'extrémisme religieux». Si le ministre parle des efforts que son département a fourni dans la formation des imams et d'autres personnels intégrés dans les activités religieuses, il reste certainement d'autres domaines où l'Etat et la société sont appelés à agir pour détourner la jeunesse algérienne de la tentation extrémiste et de la violence. L'école et les médias demeurent, en effet, des segments qu'il faudrait ériger en modèle de l'esprit de tolérance et de la recherche du savoir, le seul à même de pouvoir - en jonction avec une politique rationnelle et efficace dans le domaine de la jeunesse, de la culture et du sport - de tracer de nouvelles perspectives à la jeunesse, loin de la harga, du discours extrémiste et de la violence.

Ce sont là des points qui ont été soulevés aussi lors du colloque national organisé en 2012 ayant traité de «l'extrémisme dans la pensée, la religion et la politique». C'était une occasion d'initier un débat sur un phénomène qui paraît, dans un contexte régional et mondial tendu, de moins en moins cernable et ayant étendu ses tentacules à l'exercice de la pratique politique, au système d'enseignement et à bien des comportements développés par la société au cours de ces dernières décennies. L'ancien ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Rachid Harraoubia, qui s'exprimait lors de ce colloque, soutenait que «l'extrémisme dans la pensée, la religion et la politique n'est pas propre à une société donnée ni lié aux paramètres temporel ou spatial».

Page 5

N° 1590 - LUNDI 25 AVRIL 2016 - PRIX : 10 DA - HTTP://WWW.LESDEBATS.COM

Sécurité routière

Les transporteurs, ces faiseurs de la mort

Bien qu'une légère baisse en terme de nombre de morts sur nos route a été enregistrée en 2015 comparativement à l'année 2014, le bilan reste «macabre». Les accidents mortels sont surtout causés par les transporteurs de marchandises et les transports en commun selon le chargé des activités au Centre national de prévention et de sécurité routières, Ahmed Naït El Hocine.

Par Sofiane Aït Mohamed

S'exprimant hier au forum du quotidien *El Moudjahid*, M. Naït El Hocine a donné un bilan détaillé sur les causes des accidents. Il a relevé qu'en 2015, les transports de marchandises ont été à l'origine de 671 accidents en zones urbaines et 2 486 autres en zones rurales, soit un total de 3 167 accidents, ce qui représente 8,97% de l'ensemble des véhicules impliqués. Les transports en commun ont causé, quant à eux, 470 accidents en zones urbaines et 461 autres en zones rurales, durant la même année, soit un total de 931 accidents, représentant 2,64% des véhicules impliqués. En revanche, les motocycles ont été à l'origine, toujours en 2015, d'un plus grand taux d'accidents avec 9,92% des véhicules impliqués, alors que les piétons ont causé près de 50% des accidents de la route dans les zones urbaines. Ils ont également été, à la même hauteur, victimes d'autres accidents, a-t-il fait savoir. Ces données, a observé M. Naït El Hocine, interpellent sur «l'urgence de revoir la qualité et les modes de formation dispensés dans les auto-écoles», plaidant pour un système d'examen plus informatisé de sorte à empêcher les interventions humaines, à l'origine des délivrances de permis de conduire sans mérite. Insistant, à ce propos, sur la nécessité de puiser «les bonnes pratiques» de la conduite, en s'inspirant des expériences étrangères, il a évoqué les échanges qu'entretient, dans cette optique, le Centre national de prévention et de sécurité routière avec les organismes et structures similaires en Europe. Il estimera d'ailleurs, que la mise en place d'une stratégie gouvernementale, à travers la délégation nationale à la sécurité routière, est «impérative» pour endiguer le phénomène des accidents de la route. Rappelant l'annonce faite récemment par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nouredine Bedoui, s'agissant de la création prochaine d'une délégation nationale chargée de la sécurité routière, M. Naït El Hocine a souligné que cette instance se chargera de «fixer la politique gouvernementale» en la matière, ainsi que de sa mise en œuvre. Il a expliqué que l'existence d'une telle structure s'est avérée «impérative» pour doter l'Algérie d'outils de collecte de données «performants et aux normes internationales», lesquels seront «fédérés en un système national, sans lequel on ne peut parler de politique gouvernementale» de sécurité routière. Ladite délégation, qui sera placée sous l'égide du Premier ministre, impliquera d'autres départements ministériels intervenant dans le domaine de la sécurité routière et devra être opérationnelle dès que les textes réglementaires la régissant seront finalisés et adoptés, a-t-il révélé. L'instance en question «sera une référence en matière de législation», étant donné que «beaucoup d'arrêtés existent déjà, mais ne sont pas appliqués», de même qu'elle s'attellera aux missions de communication, de surveillance et de contrôle, à travers la mise en place de fichiers nationaux des infractions, des permis de conduire, etc. L'absence, jusque-là, d'un système national d'informations a pénalisé l'Algérie dans le classement par les instances internationales en matière d'accidents de la circulation, ces dernières ayant comptabilisé plus de 9 000 morts par an au lieu des 4 700 communiqués, a-t-il fait savoir, expliquant que tous les pays ne disposant pas de système d'informations aux normes internationales requises reçoivent «un coefficient spécial». Le système national permettra, par ailleurs une «meilleure lecture des accidents de la route et partant, une meilleure riposte à ce phénomène aux proportions inquiétantes», a ajouté M. Naït El Hocine. ***S.A.M.***

Consacrée à l'examen de la coopération bilatérale

Messahel entame une visite de travail en Syrie

Le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, est arrivé hier à Damas, pour une visite de travail, lors de laquelle il conduit la délégation ministérielle à la réunion du Comité de suivi algéro-syrien, outre l'examen de la situation dans la région et les développements régionaux et internationaux d'intérêt commun.

La visite sera marquée par la tenue de la 2ème session du Comité de suivi qui sera coprésidée par M. Messahel et le ministre syrien de l'Economie et du Commerce extérieur, Hammam El-Jazairi, pour examiner les différents aspects de la coopération bilatérale et les moyens de la promouvoir.

La situation en Syrie sera au centre des entretiens de M. Messahel avec les hauts responsables syriens, au regard de la crise que connaît ce pays et des négociations syriennes qui se déroulent sous l'égide de l'ONU à Genève, pour trouver une solution au conflit.

La visite de Messahel à Damas s'inscrit dans le cadre du soutien et de la solidarité de l'Algérie avec la Syrie qui célèbre son 70ème anniversaire d'indépendance, au moment où ce pays fait face au terrorisme qui menace sa sécurité et sa stabilité.

Depuis le début de la crise en Syrie en 2011, l'Algérie soutient le dialogue entre tous les Syriens en vue de trouver une solution à la crise, affirmant que la solution demeure entre les mains des Syriens, loin de toute ingérence étrangère.

R. N.

Conseil des ministres de l'Intérieur de l'UMA

Bedoui représentera l'Algérie

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nouredine Bedoui, s'est rendu hier à Tunis pour prendre part aux travaux de la 6ème session du Conseil des ministres de l'Intérieur de l'Union du Maghreb arabe (UMA) qui débuteront aujourd'hui.

Les travaux seront consacrés à «l'examen de plusieurs questions relatives à l'espace maghrébin, notamment les défis qui se posent à la région du Maghreb arabe à la lumière des développements sécuritaires accélérés et de leurs retombées sur la sécurité et la stabilité dans la région», précise un communiqué du ministère de l'Intérieur.

Cette session permettra à l'Algérie de soumettre des «propositions sur les moyens de faire face aux défis sécuritaires actuels et de lutter contre le terrorisme, le trafic de drogue et la contrebande», a ajouté la même source.

R. N.

Santé publique

Les praticiens en grève aujourd'hui

Par Rachid Chihab

Le Syndicat national des praticiens de la santé publique (Snpsp), a réitéré hier, son appel à une nouvelle action de protestation pour faire valoir sa plateforme de revendications. Dans un communiqué rendu public, le Snpsp a appelé ses adhérents à participer massivement à la grève de deux jours et au sit-in programmé demain devant le siège du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière (Msprh) à Alger. «Conformément aux résolutions du conseil national extraordinaire du Snpsp, les praticiens de santé publique entameront leur deuxième semaine de protestation et seront de ce fait en grève les 25 et 26 avril 2016», peut-on lire dans le document. «Un sit-in national des blouses blanches est prévu aussi le 26 avril à 11h devant le siège du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière», ajoute la même source.

Le Snpsp informe ses adhérents que les portes du dialogue restent fermées du côté du ministère alors que l'administration de tutelle garde comme seul objectif, à travers des instructions données aux gestionnaires d'établissements de santé, l'entrave de l'exercice syndical et du droit de grève.

Le Snpsp tient à informer, qu'à sa demande, une audience a été accordée 19 avril 2016 par M. le président de la commission santé et affaires sociales de l'APN. La délégation composée du président et du secrétaire général du Snpsp a tenu à dénoncer cette situation de blocage dans la relation avec le Msprh tout en exposant les raisons du conflit actuel et les motifs de la protestation.

«Plus que jamais, médecins, médecins-dentistes et pharmaciens, spécialistes et généralistes sont rappelés à la vigilance et à plus d'engagement pour la réussite de notre action de protestation et la prise en charge de notre plateforme de revendication juste et légitime», estime le Snpsp. Cette nouvelle action de protestation se tient sous les slogans : «Non à la violence et aux actes d'agression contre les médecins et les professionnels de la santé», «Halte aux entraves au libre exercice syndical et la percussion des militants syndicalistes», «Oui pour le respect et l'application des engagements du ministère». Il est à rappeler que lors d'une action de protestation tenue la semaine dernière le taux de suivi était faible et ne dépassait pas 1% selon un communiqué du ministère de la Santé.

R.C.

Les partis politiques en campagne à travers le pays

L'unité nationale en leitmotiv

L'activité partisane gagne en intensité ces derniers jours, avec à la clé, un seul mot d'ordre : sauvegarder l'unité du pays face aux dangers qui la guettent en cette conjoncture sécuritaire régionale complexe, mais aussi pour contrecarrer l'offensive des séparatistes du MAK qui ont fait leur démonstration de rue à l'occasion de la célébration du 36ème anniversaire du Printemps berbère.

Par M. Ait Chabane

La réaction ne s'est pas fait attendre et des partis politiques proches du gouvernement, mais aussi de l'opposition, se sont aussitôt mobilisés pour prévenir de telles situations et sensibiliser la population sur l'impératif de sauvegarder la cohésion de la nation. C'est ainsi que le président de Tajamou Amel El-Djazaïr (TAJ), Amar Ghoul a appelé à faire front commun contre «toute tentative visant à porter atteinte à l'unité nationale». Lors d'une rencontre organisée récemment avec les militants de son parti dans la wilaya d'El Oued, Amar Ghoul, néanmoins ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat a sensibilisé les militants et cadres de son parti à se mobiliser pour faire échec aux tentatives «internes ou externes» visant à disloquer la société algérienne. Et de lancer un appel aux différentes formations politiques pour faire prévaloir l'intérêt suprême du pays et du citoyen dans leurs discours et activités politiques, loin des intérêts partisans restreints. Le président du Front du changement (FC) a abondé dans le même sens, plaidant au passage pour une réforme et un changement servant l'unité du pays et redorant sa place à l'échelle régionale et internationale. «L'Algérie dispose de moyens pour un changement vers le mieux sur la base d'un consensus entre tous les Algériens et l'implication des partis politiques quelles que soient leurs tendances», a indiqué Abdelmadjid Menasra, lors d'une rencontre avec les militants de son parti à l'occasion de l'ouverture du siège du bureau de wilaya du parti à Tiaret. De son côté, le Front des forces socialistes (FFS) mène carrément une offensive contre le MAK, en plaidant en faveur de l'unité des rangs entre tous les Algériens. Le plus vieux parti de l'opposition, qui a stratégiquement choisi de célébrer en retard les festivités du Printemps berbère, a mis en garde contre l'instrumentalisation et l'endoctrinement des jeunes, notamment en Kabylie, par les idées séparatistes véhiculées par le MAK en cette conjoncture très difficile. «Au FFS, notre combat et notre attachement à l'unité nationale et à l'intégrité territoriale de l'Algérie sont indéfectibles. Ils sont étroitement liés à notre identité politique tout comme notre engagement pour tamazight et les autres composantes de la personnalité algérienne et de l'identité nationale», a déclaré le premier secrétaire du parti, Mohamed Nebbou, lors d'un meeting populaire organisé à Oum El Bouaghi. En choisissant de célébrer les festivités du Printemps berbère en dehors des wilayas de Kabylie, le parti cher à feu Aït Ahmed lance un message clair et sans détour sur la nécessité de resserrer les rangs et promouvoir sérieusement la culture et l'identité amazighes en tant que composantes indissociables de la nation algérienne, seul moyen de contrecarrer les appels insistants pour l'autonomie de certaines régions.

M.A.C.

Disponibilité des produits de large consommation durant le Ramadhan

Des mesures pour éviter les perturbations

Les produits de large consommation seront disponibles pendant le Ramadhan, a affirmé hier à Skikda, le ministre du Commerce, Bakhti Belaïb. Le mois de Ramadhan coïncide cette année avec une période marquée par «une production abondante», a précisé le ministre, au cours d'une visite de travail et d'inspection dans cette wilaya. Il a, dans ce contexte, réassuré qu'aucune perturbation ne sera enregistrée, grâce, a-t-il soutenu, «aux mesures déjà prises» pour mieux approvisionner le marché, notamment en produits de large consommation durant le mois de jeûne. Le ministre qui a inauguré à cette occasion le marché de gros des fruits et des légumes de la commune de Salah Bouchaour (sud de Skikda), a fait part que 10 marchés similaires sont en cours de réalisation à travers le pays. Ces espaces commerciaux devront permettre aux commerçants et aux agriculteurs de commercialiser leurs marchandise dans de bonnes conditions et contribueront à l'introduction de pratiques commerciales transparentes, selon le ministre.

Ils seront dotés d'espaces destinés au conditionnement des produits avant de procéder à leur exportation, a révélé M. Belaïb avant d'ajouter qu'une réflexion autour de la création d'autres espaces réservés au conditionnement de poissons a été lancée, soulignant que le but étant d'assurer une exportation des produits dans les meilleures conditions. Le ministre a également fait part que certains commerçants ont affiché leur volonté pour financer la réalisation de marchés de gros à condition que l'Etat assure l'accompagnement de ces projets pour améliorer la pratique commerciale. M. Belaïb, a rappelé que l'abondance de la production de la tomate et la pomme de terre a favorisé l'exportation de ces deux produits vers des marchés européens et les pays du Golfe. Les opérations d'exportation seront programmées d'une manière durable, ce qui nécessite la réalisation plus de marchés de gros pour favoriser cette démarche, a-t-il ajouté. Il estimé, dans ce contexte, que l'Algérie est en mesure, actuellement, d'exporter plusieurs produits eu égard aux énormes potentialités qui doivent être exploitées. S'agissant de la révision de l'Accord d'association de l'Algérie avec l'Union européenne (UE), M. Belaïb a indiqué que le sujet est sur «la table des discussions». Le ministre a entamé sa visite dans la wilaya de Skikda par l'inauguration du marché de gros des fruits et légumes à vocation régionale de la commune de Salah Bouchaour dont les travaux de réalisations ont connu un retard. Nécessitant une enveloppe financière globale de 430 millions de dinars, après réévaluation, cette structure, s'étendant sur une superficie de 4 ha est dotée de tous les équipements nécessaires (espaces de stockage, 128 stands, quatre chambres froides, un pont bascule et un bloc administratif).

Bilal L.

Exploitation des ressources du Sahara occidental

Les sociétés complices du Maroc pointées du doigt

Par Nacera B.

Une étude britannique vient de pointer du doigt des sociétés d'énergies complices avec le Maroc dans l'exploitation des ressources du peuple sahraoui. Celles-ci contribuent à «prolonger le conflit» opposant le Maroc et le Front Polisario et «privent» les Sahraouis de leurs droits à une vie décente.

Dans la dernière édition de la revue britannique *The Journal of North African Studies,* une étude réalisée par la présidente de Western Sahara Ressource Watch (WSRW), Joanna Allan, souligne que le peuple sahraoui souffre, alors que sa richesse est dépouillée par des firmes complices avec l'occupant marocain. A ce propos, l'étude révèle que les sociétés d'énergie «risquent de donner un financement important à l'occupation marocaine en créant simultanément d'autres obstacles au processus de paix de l'ONU», estime l'étude, qui relève l'illégalité de toute exploitation des richesses du peuple sahraoui.

Il est à savoir que l'occupant marocain exploite le phosphate, le poisson, les produits agricoles, le sel, le sable, l'énergie éolienne dans les territoires sahraouis occupés, ne laissant aucune chance aux Sahraouis d'en bénéficier. Toute la pêche au large des côtes se fait par des chalutiers appartenant à des Marocains. Dans le rapport en question, il est souligné qu'a Dakhla, où la pêche est la principale industrie, seulement 5% des travailleurs sont des Sahraouis.

Dans ce cadre, les initiateurs de l'étude regrettent le fait que l'industrie du phosphate emploie actuellement environ 3 000 travailleurs, seulement 21% sont des Sahraouis qui sont souvent embauchés dans les emplois les moins rémunérés. Ainsi, toutes les exploitations de tomates sont la propriété de la famille royale marocaine, de puissants conglomérats marocains ou des entreprises multinationales françaises.

Citant le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, l'étude note également que «paradoxalement, les réfugiés sahraouis vivent grâce à l'aide humanitaire dans les camps en Algérie et ne reçoivent aucune compensation de l'exploitation de leurs ressources naturelles».

Il est à souligner aussi que l'exploitation potentielle des gisements de pétrole découvert par les Espagnols dans les années 1940 et 1950 est maintenant imminente sur le territoire sahraoui, où des programmes «illégaux» d'exploitation ont été mis en place, permettant à des compagnies européennes de commencer le forage. Il est affirmé que cette exploitation est illégale puisque la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental n'est pas reconnue par la communauté internationale, pire, il s'agit d'une question de décolonisation d'un territoire occupé par une force étrangère. Dans ce contexte, il est rappelé que le droit international interdit à une puissance occupante d'exploiter les ressources naturelles du pays occupé sans le consentement des peuples autochtones.

Mme Allan a indiqué que l'exploitation des ressources sahraouies est posée par l'étude comme une atteinte aux droits du peuple sahraoui, une question que le Conseil de sécurité des Nations unies n'arrive pas à inclure dans le mandat de la Minurso, en raison du veto de la France.

Toutefois, elle a souligné que la souveraineté sur les ressources naturelles est devenue une «cible stratégique» de la résistance sahraouie, focalisée depuis longtemps sur les droits de l'homme et l'indépendance. A ce propos, elle a rappelé que la signature des accords du pétrole et du gaz avec les grandes firmes coïncide avec une nouvelle phase de la résistance sahraouie, à l'exemple de la manifestation de Gdeim Izik, qui s'est opposée à l'exploitation des ressources sahraouies en 2010.

Pour rappel, des manifestations sont organisées régulièrement par les Sahraouis pour dénoncer l'exploitation de leurs richesses et beaucoup de militants sahraouis sont harcelés, arrêtés et torturés par l'occupant marocain.

L'étude en question aborde le mouvement de solidarité internationale contre l'exploitation des ressources naturelles sahraouies par l'occupant marocain, et qui fait pression sur les grandes firmes pour qu'elles abandonnent leurs activités sur le sol sahraoui. Il est mentionné aussi que la «guerre diplomatique» du Front Polisario contre les exploitants a été lancée en même temps que sa bataille juridique internationale, dans laquelle il a gagné un procès contre l'Union européenne en décembre 2015.

N.B.

1er Forum algérien des droits de l'homme et de l'environnement

«La responsabilité sociétale, nouveau paradigme de développement»

Rencontré lors de la tenue du 1er séminaire du Forum algérien des droits de l'homme et de l'environnement autour de la problématique du rôle de la société civile et celui du secteur économique, qui s'est tenu samedi à Alger, M. Mohamed Kheddam, directeur à l'Ianor (Institut algérien de la normalisation) a expliqué comment une norme peut intervenir dans la promotion de la responsabilité sociétale.

■■ *Les Débats* : Lors de ce forum, vous avez longuement évoqué une norme, la 26 000. En quoi consiste-t-elle exactement ?

M. Kheddam : La norme 26 000 relative à la Responsabilité sociétale (RS) constitue la réponse organisationnelle par excellence. Elle a pour objectif d'aider les organisations (entreprises, organismes, institutions…) à s'inscrire dans une démarche de développement durable et de contribuer au développement des communautés dans lesquelles elles opèrent. Norme internationale d'application volontaire, elle ne s'applique pas uniquement aux seules entreprises économiques, mais à tout type d'organisation quel qu'en soit leur taille et leur envergure, leur secteur d'activité. Ce qui la différencie des autres normes déjà existantes est que la ISO 26 000 qui n'est pas destinée à la certification, édicte des normes directives que sont celles de la redevabilité, de la transparence, du comportement éthique, du respect des intérêts des parties prenantes, respect du principe de l'égalité, respect des normes internationales de comportement, respect des droits de l'homme.

■■ En quoi cette norme pourrait constituer une garantie pour le développement des droits de l'homme ?

La 26 000 est une norme de responsabilité sociétale qui regroupe l'ensemble des normes de management s'étend aux droits de l'homme puisque ce dernier est intégré dans le cursus de la norme et est une exigence de respect et de promotion des valeurs humaines édictée dans la charte des droits de l'homme, pour toute forme d'organisation qui implémente les directives de la norme.

■■ Quels en sont les enjeux et les retombées pour l'entreprise algérienne ?

Les enjeux socio-économiques sont énormes.La norme 26 000 permettra à l'entreprise algérienne une meilleure visibilité dans la prise de décision fondée sur une meilleure appréhension des attentes de la société. Elle permet également une amélioration des pratiques de l'organisation dans le domaine du management des risques, l'amélioration de la fiabilité et de l'équité des transactions par un engagement politique responsable et enfin la concurrence loyale et non faussée et l'absence de corruption ainsi que la prévention ou la réduction des conflits potentiels avec les consommateurs à propos de produits ou de services. Sur ce dernier point, la RS recommande aux organisations le respect les droits de l'homme tels que énoncés dans la Déclaration internationale des droits de l'homme, la reconnaissance à la fois leur importance et leur universalité.

Par ailleurs, étant une norme volontaire non certifiable pour le moment, la norme ISO 26 000 deviendra inductablement à un moment de son développement une norme certifiable de par son importance dans la problématique de la bonne gouvernance mondiale. En ce sens où cette norme permettra la réalisation des objectifs du millénaire tracé par l'ONU (OMD).

■■ Comment la mise en œuvre de cette norme peut-elle aider les organisations à atteindre leurs objectifs ?

De façon générale, les règles, les conventions et les normes peuvent contribuer de manière significative à la réalisation des OMD dans un certain nombre de domaines, visant à accroître l'efficacité énergétique dans le secteur du logement, qui est l'une des principales sources d'émissions de CO2 dans la région. L'application de ces mesures dans les différents pays jouerait un rôle-clé dans la réalisation de cet objectif.

■■ L'aspect économique étant avéré, la norme peut-elle influer sur des sujets d'ordre politique ? Si oui comment ?

La légitimité de l'ISO pour apporter des réponses à des questions de nature politique. A mon sens, ni la composition des structures de l'ISO, ni la procédure d'élaboration des normes internationales ne présentent les garanties et les caractéristiques, notamment démocratiques, que l'on est en droit d'attendre d'un texte qui fixe les relations entre les acteurs de la scène nationale que sont les organisations de tout type, l'Etats, les ONG, les entreprises et la nature et les citoyens!!!

■■ La nouvelle loi sur la normalisation vient d'être adoptée par l'Assemblée populaire nationale.

La nouvelle loi sur la normalisation qui vient d'être adoptée à l'APN en attendant son passage au sénat, n'est qu'une meilleure réponse aux exigences et enjeux économiques nationaux à même de permettre une meilleure protection de notre économie C'est aussi un atout facilitateur pour l'accès aux marchés internationaux.

Propos recueillis par Lynda Bourebrab

Enseignement universitaire

Le e-Learning, une opportunité

L'adoption du e-Learning constitue une grande opportunité pour les universités algériennes en matière d'efficacité et d'adaptation de la formation aux exigences des différentes catégories d'étudiants, ont assuré les participants à une rencontre sur la formation numérique à distance, hier à Ghardaïa.

Cette nouvelle plate-forme pédagogique constitue un «choix judicieux et rentable» pour palier au manque d'encadrement, de places pédagogiques et améliorer la qualité de la formation, tout en répondant aux besoins croissants des différentes catégories d'apprenants, ont indiqué les intervenants, réunis dans le cadre d'un colloque national sur «Les nouvelles approches de conception d'un cours e-Learning», organisé par l'Université de formation continue (UFC) en collaboration avec l'université de Ghardaïa.

Le président du colloque, Djamel Haoued Moussa, a mis en exergue l'importance de le e-Learning dans la formation continue et l'enseignement supérieur qui connaissent une transformation significative, suite aux dynamiques de changement technologique, «jusqu'à devenir primordial dans les offres de formation et des processus d'apprentissage des universités et autres centres de formation professionnelle».

Le recteur de l'université de Ghardaïa, Belkheir Dada Moussa, a estimé que les nouvelles technologies et le multimédia représentent des atouts incontournables de formation et d'enseignement qui ont révolutionné le mode de vie des étudiants, de sorte que les nouvelles générations d'étudiants se forment activement et davantage par le biais des nouvelles technologies de l'information pour acquérir des connaissances et développer des compétences distinctives.

Ce colloque permet de rassembler les universitaires pour introduire cette approche de formation à distance et permettre aux nombreux demandeurs de formation de poursuivre leurs études, a révélé le recteur de l'Université de Ghardaïa.

De nombreux intervenants lors du colloque ont estimé que beaucoup d'efforts restent à déployer pour développer ce système de formation et d'apprentissage à distance et virtuel, en passant de la formation classique à la formation électronique numérisée.

Le colloque national, auquel participent de nombreux universitaires nationaux de différentes universités du pays, en présence des autorités de la wilaya, a pour objectif de sensibiliser aux avantages de la mise en application de le e-Learning qui permet aux enseignants et aux étudiants de se connecter et collaborer, partager le contenu et le matériel éducatif, et accéder aux devoirs, évaluations et discussions, a-t-on relevé.

Plusieurs conférences portant sur l'enseignement en ligne, l'intégration des TIC dans la formation, les nouveaux défis pour l'enseignement et la formation et l'utilisation de l'Internet dans la recherche scientifique sont animées par des universitaires durant ce colloque de deux jours.

Riad D.

Extrémisme religieux : discours et pratiques

Mettre fin aux impasses idéologiques et rentières

Le ministre des Affaires religieuses, Mohamed Aïssa, a déclaré, samedi dernier à Illizi, que l'Algérie a «gagné son combat de prévention contre l'extrémisme religieux». Si le ministre parle des efforts que son département a fourni dans la formation des imams et d'autres personnels intégrés dans les activités religieuses, il reste certainement d'autres domaines où l'Etat et la société sont appelés à agir pour détourner la jeunesse algérienne de la tentation extrémiste et de la violence.

Par Saâd Taferka

L'école et les médias demeurent, en effet, des segments qu'il faudrait ériger en modèle de l'esprit de tolérance et de la recherche du savoir, le seul à même de pouvoir - en jonction avec une politique rationnelle et efficace dans le domaine de la jeunesse, de la culture et du sport - de tracer de nouvelles perspectives à la jeunesse, loin de la harga, du discours extrémiste et de la violence.

Ce sont là des points qui ont été soulevés aussi lors du colloque national organisé en 2012 ayant traité de «l'extrémisme dans la pensée, la religion et la politique». C'était une occasion d'initier un débat sur un phénomène qui paraît, dans un contexte régional et mondial tendu, de moins en moins cernable et ayant étendu ses tentacules à l'exercice de la pratique politique, au système d'enseignement et à bien des comportements développés par la société au cours de ces dernières décennies. L'ancien ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Rachid Harraoubia, qui s'exprimait lors de ce colloque, soutenait que «l'extrémisme dans la pensée, la religion et la politique n'est pas propre à une société donnée ni lié aux paramètres temporel ou spatial». En d'autres termes, il peut se manifester partout et à n'importe quel lieu. Rien qu'au XXe siècle, les exemples du nazisme et de la sauvagerie de certains régimes politiques (Cambodge de Pol-Pot, Chili de Pinochet,…), donnent une idée de l'étendue géographique où peut se fourvoyer la conscience humaine, dévoyée et utilisée pour assouvir de bas instincts matériels ou de commandement. Il s'agit, comme le précisera le ministre, «d'un trouble du savoir et du comportement à l'origine d'idées superficielles et extrémistes qui ne sauraient être vaincues que par une pensée modérée».

Il est évident que, au cours des 20 dernières années, l'extrémisme qui a beaucoup fait parler de lui est celui lié à la religion musulmane. Le phénomène est d'autant plus prégnant qu'il a fini par mettre mal à l'aise les défenseurs de l'Islam modéré et même les communautés musulmanes dispersées aux quatre coins du globe. Cet extrémisme est nourri par une vieille «littérature exégétique produite après le IVe siècle de l'Hégire (XXe siècle après J.-C) - lorsque, selon des ulémas éclairés officiant actuellement dans certaines universités - la tradition de l'idjtihad (effort d'interprétation) a été interdite par un faux clergé (alors que l'Islam n'a jamais disposé de clergé), sur lequel se sont appuyés les tyrans du moment pour se légitimer politiquement.

Dans son ouvrage *Vocation de l'Islam*, publié en 1957, Malek Bennabi écrit : *«Une civilisation trouve son équilibre entre le spirituel et le quantitatif, entre la finalité et la causalité. Aussitôt que l'équilibre est rompu dans un sens ou dans l'autre, c'est la chute verticale. La civilisation musulmane perdit son équilibre au moment où elle n'observa plus ce juste rapport entre la science et la conscience, entre les données matérielles et l'ordre spirituel : elle sombra dans la pure anarchie métaphysique, dans le chaos maraboutique qui ont fait sa décadence".*

Revanche sociale et repli sur soi

Le point de départ ou le déclic, de cette forme d'extrémisme religieux au cours du siècle précédent, est probablement la révolution iranienne de 1979 qui a intronisé l'imam Khomeiny à la tête de l'ancien empire perse.

La remise en cause, 10 ans plus tard, des modèles sociaux et politiques à travers le monde s'est matérialisée symboliquement par la chute du Mur de Berlin en 1989. Tous les schémas et idéaux - socialisme, communisme, libéralisme…- qui ont nourri pendant plus d'un demi-siècle l'humanité, chancelèrent et suscitèrent déceptions et frustrations.

Pour les pays du Sud, anciennement colonisés, et particulièrement pour les pays arabes et musulmans, ce genre d'impasse idéologique et sociale a entraîné des replis identitaires qui font appel à une «nostalgie» d'un monde heureux qu'aurait été l'ancienne société musulmane : une société de fraternité, d'amour, sans aspérités. Ces désirs de retour en arrière font face à une réalité complexe faite de défis sur tous les plans. Le sentiment d'impuissance généré par une telle situation évolue inexorablement en volonté de revanche sociale et de surcroît de repli identitaire.

En Algérie, l'ostentation religieuse et l'amalgame du prosélytisme avec l'exercice de la politique ont été fortement favorisés par le caractère rentier de l'économie nationale et le monopole politique exercé par le parti unique pendant plus de trois décennies. La base même de l'esprit critique, à savoir l'école publique, a été malmenée et déviée de sa mission par ces deux travers : la rente et le prosélytisme religieux. Ayant perdu les repères de l'algérianité, la nouvelle génération se trouve, malgré elle, coincée entre un désir de modernité, telle qu'elle est véhiculée par les supports médiatiques modernes, et une «alternative» de repli sur soi et d'extrémisme sous le label de «salafia». Le vide culturel au lendemain de l'Indépendance, qui s'était greffé à un grave analphabétisme hérité de la colonisation a longtemps servi et nourri les bases du futur extrémisme. La vision et la pratique d'une religion sereine et tolérante, telle qu'elle a été transmise par nos aïeux ont été radicalement déviées au profit d'une «solution labellisée» importée d'autres horizons et d'autres époques. Ce qui a donné les résultats que l'on connaît : une montée en puissance de l'extrêmisme religieux politiquement structuré et qui a essayé de remettre en cause l'Algérie en tant que nation et société, selon les termes de Mostefa Lacheraf.

Pulvérisation des cadres sociaux

L'islamologue Mohamed Arkoun, écrit, à propos des perturbations et chamboulement qui ont conduit à l'esprit extrémiste en Algérie: «C'est en Algérie que la révolution «socialiste» a fait les ravages les plus étendus en détruisant les bases terriennes, agricoles de la culture paysanne et les cadres de la connaissance et de la vie urbaine, déjà fortement perturbés durant la période coloniale. C'est là qu'il faut saisir la naissance et la propagation d'un phénomène socioculturel général à toutes les sociétés du tiers-monde après les indépendances : le populisme dévastateur des villes et des campagnes, de la culture populaire et des cultures savantes, des solidarités traditionnelles et des codes ethnico-religieux régulateurs à tous les niveaux de l'existence des groupes. L'expression actuelle de ce que les acteurs sociaux appellent «l'Islam» est, en fait, un discours populiste qui atteste, dans sa forme linguistique, dans ses contenus imaginaires et mythologiques, dans les conduites véhémentes, incohérentes qu'il inspire, la pulvérisation des cadres sociaux, des codes de l'honneur, des registres sémantiques, des lexiques réglés, des calendriers, des rituels, des célébrations, des liens de parenté ou de proximité sociale. Bref, de tout ce qui conférait un ethos, un visage, une cohésion, une mémoire et un sens de l'avenir à la société» (*Le Monde diplomatique*, numéro de mars 1992). Le mouvement de contestation régionale, qui a affecté depuis la fin 2010 l'aire culturelle arabo-musulmane sous le nom générique de Printemps arabe, terme consacré par les médias occidentaux, a eu tout le temps et le loisir de montrer sa face hideuse et sanglante en étant récupéré par des mouvements extrémistes, terroristes, soumis généralement à des agendas occidentaux par le moyen desquels la nouvelle géostratégie mondiale se met en place. Les souffrances et les frustrations des peuples concernés n'ont fait que se prolonger et s'exacerber, retardant ainsi davantage la marche de ces peuples vers le progrès, la liberté et la justice sociale.

Les Algériens, bien «édifiés par plus d'une décennie de terrorisme barbare, par les menaces persistantes qui se font voir sur les frontières du pays et par les conséquences actuelles de la gestion rentière et clientéliste de l'économie, sont appelés à développer une vigilance à toute épreuve et à chercher des solutions «intra-muros» aux différents problèmes qui se posent à la société. La mosquée, l'école, les médias, le monde associatif et les partis politiques sont interpellés pour faire prévaloir les valeurs et le discours de l'ouverture et de la tolérance, au moment même où le système économique du pays est sommé d'évoluer et de se remettre en cause pour faire valoir les valeurs du travail et se délester de l'esprit de rente.

S. T.

Tiré par un rebond du secteur des hydrocarbures

Croissance de 3,9% du PIB algérien

La croissance économique globale de l'Algérie s'est établie à 3,9% en 2015 contre 3,8% en 2014, tirée essentiellement par l'agriculture et un rebond dans le secteur des hydrocarbures, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

Il est constaté que le PIB réalisé a quelque peu dépassé les prévisions, respectivement, de la loi de finances complémentaire 2015 qui avait tablé sur une croissance de 3,8%, et du FMI qui avait tablé sur une croissance algérienne de 3,7% pour 2015.

Pour ce qui concerne la croissance hors hydrocarbures, elle a, par contre, légèrement baissé pour se situer à 5,5% en 2015 contre 5,6% en 2014, tandis que la croissance hors agriculture a été de 3,5% contre 3,9% en 2014.

Le PIB nominal de 2015 (calculé sur la base des prix effectifs de l'année concernée) a atteint 16.799,2 milliards DA contre 17.205,1 mds DA en 2014 (-2,4%).

Par secteur d'activité, la croissance en 2015 a été de 7,6% pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche (contre 2,5% en 2014), de 5,9% pour les services marchands (contre 8%), de 5,3% pour le BTPH (contre 6,8%), de 4,6% pour l'industrie (contre 3,9%), de 3% pour les services non marchands (contre 4,4%).

Les services marchands se composent des transports et communications, du commerce, des hôtels-cafés-restaurants, des services fournis aux entreprises ainsi qu'aux ménages, alors que les services non marchands rassemblent les services financiers, les affaires immobilières et les activités de l'administration publique.

Quant à la croissance du secteur des hydrocarbures, elle a été positive en s'établissant à 0,4% en 2015 contre -0,6% en 2014 et -5,5% en 2013.

Plus forte hausse du PIB au 4ème trimestre 2015

Le 4ème trimestre 2015 a connu une croissance du PIB de 4,9%, soit la plus forte hausse par rapport aux trimestres précédents de la même année, et ce, grâce non seulement à l'agriculture avec la hausse de la production végétale notamment céréalière, mais aussi à un véritable rebond des hydrocarbures en dépit du contexte de forte baisse des prix sur le marché pétrolier.

Sur les 3 derniers mois de l'année 2015, la croissance du secteur des hydrocarbures a été de 5% (contre près de -8% au 4ème trimestre 2014), alors que celle de l'agriculture a été de 10% (contre près de 2%).

Hors hydrocarbures, la croissance du 4ème trimestre 2015 a été de 6,1% (contre 7,2% au 4ème trimestre 2014).

Pour l'industrie, la croissance a été de 3,2% (contre 4,6%) avec des évolutions mitigées des sous-secteurs variant de -22,5% à +10,4%.

Ce sont les activités des sous-secteurs mines et carrières (10,4%), des industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques et électriques (ISMME) (7,5%), d'eau-énergie (4,9%), du bois, papier et liège (4,2) et celles de la chimie, plastic et caoutchouc (3,9%) qui ont contribué le plus à cette croissance.

A l'inverse, les industries diverses ont fortement régressé durant le 4ème trimestre 2015 avec une décroissance de -22,5% par rapport au même trimestre de 2014, les cuirs et chaussures avec -5,4% et les matériaux de construction avec -0,6%.

Quant au secteur du BTPH, il a ralenti en augmentant de seulement 4,8% (contre 12,7% au 4ème trimestre 2014), tandis que la croissance des services marchands a été de 5,6% (contre 7,4%).

R. N.

Durant les trois premiers mois de l'année

Les importations des céréales en baisse

La facture d'importation des céréales (blé, maïs et orge) a baissé à 698,054 millions de dollars (usd) au premier trimestre 2016 contre 939,173 millions usd à la même période de 2015, soit un recul de 25,67%, a appris l'APS auprès des Douanes.

Les quantités importées ont également été réduites, sauf pour le blé, en s'établissant à 3,2 millions de tonnes contre 3,5 millions de tonnes (-8,5%), précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis). La facture d'importation de blé (tendre et dur) a reculé à 502,02 millions usd contre 625,826 millions usd (-19,8%), pour des quantités ayant atteint 2,11 millionsde tonnes (contre 2,06 millions de tonnes). Par catégorie de blé, la facture d'importation du blé tendre a reculé à 325,92 millions usd contre 392,14 millions usd (-17%), alors que les quantités importées ont grimpé à 1,6 million de tonnes (contre 1,55 million de tonnes).

Pour le blé dur, la facture a baissé à 176,09 millions usd contre 233,67 millions usd (-24,64%), avec une légère augmentation des quantités importées qui se sont établies à 510 830 tonnes (contre 509 140 tonnes).

Concernant le maïs, les importations se sont chiffrées à 161,84 millions usd contre 243,25 millions usd (-33,46%) avec un volume importé de 906 393 tonnes contre 1,15 million de tonnes.

Quant à l'orge, l'Algérie en a importé pour 34,18 millions usd contre près de 71 millions usd entre les deux périodes de comparaison (-51,24%) avec une quantité de 182 550 tonnes(contre 286 052 tonnes). Si la facture des céréales a baissé à un rythme plus important par rapport aux quantités et en dépit de la hausse du volume importé pour le blé tendre et dur, cela s'explique par le recul des cours sur les marchés mondiaux des céréales depuis 2015, à la faveur de stocks abondants, de bonnes récoltes mondiales et d'une moindre demande chinoise.

Le prix à l'importation par l'Algérie du blé tendre, dont le pays est gros importateur, a reculé à 239 dollars/tonne en 2015 (contre près de 292 dollars/t en 2014), tandis que celui du maïs a baissé à 197 dollars/t (contre 237 dollars).

R. N.

Relations économiques algéro-turques

Une dynamique appréciable

Les relations économiques algéro-turques (investissements, commerce...) évoluent favorablement et connaissent une dynamique appréciable par rapport aux relations de la Turquie avec les autres pays maghrébins, a affirmé à l'APS, le président du Conseil des affaires turco-irakien, Amine Taha.

Le responsable a indiqué, en marge d'une rencontre organisée par la direction générale de la presse et de l'information du Conseil turc des ministres au profit de journalistes des pays arabes dont l'Algérie, que le secteur algérien de la sidérurgie enregistre des investissements turcs.

Actuellement, les sociétés turques investissent en Algérie beaucoup plus que dans les autres pays du Maghreb arabe «à l'exception de la Libye qui enregistre une grande affluence des promoteurs turcs intéressés par les projets de logements et de routes», a-t-il précisé.

Il a également relevé que les secteurs du textile et de la chaussure suscitent, depuis ces dernières années, l'engouement des hommes d'affaires algériens qui ont multiplié leurs importations dont le fret est effectué par voie maritime et aérienne. La Turquie exporte vers l'Algérie des produits agroalimentaires, des meubles et de l'électroménager, a rappelé M. Amine Taha, soulignant la possibilité de développer les échanges entre les deux pays et de tirer profit de l'expérience turque en vue de développer ce types d'industries en Algérie. Le volume des échanges commerciaux entre l'Algérie et la Turquie a atteint l'année dernière, 4,107 milliards de dollars, selon les chiffres des Douanes algériennes.

Par ailleurs, un membre du Conseil de coopération économique turco-koweitien, Ali Birem Uglo, qui a assisté à cette rencontre, organisée par le Centre des relations économiques internationales à Istanbul, a insisté sur la nécessité d'encourager les relations et les échanges commerciaux entre les pays musulmans, et d'exploiter les capitaux et les placements financiers arabes se trouvant dans les banques occidentales en les orientant vers la relance des économies des pays de la région à travers des échanges directs. Le développement économique en Turquie est le résultat de la diversification des investissements dans tous les secteurs, a-t-il dit, précisant que ce pays oeuvre actuellement à développer le tourisme thérapeutique, avec l'objectif de réaliser des recettes de 20 milliards de dollars à l'horizon 2023.

Cette rencontre a permis d'évoquer les perspectives de coopération entre la Turquie et les pays arabes et musulmans, dans le cadre des défis qui se posent à la région.

R. N.

Malformation de la colonne vertébrale

Une équipe médicale américaine pour opérer des patients

Une équipe médicale américaine est à pieds d'oeuvre depuis samedi à l'hôpital Mohamed Boudiaf de Médéa où elle a déjà effectué trois interventions chirurgicales sur des patients atteints de malformation de la colonne vertébrale, appelée communément spina bifida, a-t-on constaté sur place.

Composée de dix-sept membres, des neurochirurgiens, des anesthésistes-réanimateurs, des cardiologues et des infirmières, issus de plusieurs universités et hôpitaux américains, elle séjournera à Médéa jusqu'au 29 avril courant, avec au programme une cinquantaine d'interventions chirurgicales au profit de patients, venus de différentes régions du pays, selon le directeur de l'hôpital de Médéa, Ahmed Madoui.

Cette mission médicale est l'aboutissement, d'après ce responsable, d'une initiative de neurochirurgiens nationaux exerçant à l'hôpital Mohamed Boudiaf, entamée depuis plus d'une année auprès d'universités de médecine et d'hôpitaux américains de renom, notamment celui de Miami (Etat de Floride), qui ont accepté d'apporter leur savoir-faire dans cette discipline, a-t-il expliqué.

Les interventions chirurgicales programmées seront menées conjointement avec l'équipe médicale de l'hôpital de Médéa, dont certains membres ont été choisis pour effectuer les premières interventions, a ajouté ce responsable, précisant que l'une des trois premières interventions réalisées, lors de la première journée, à été menée avec succès par la chirurgienne Laila Djadi.

Des interventions chirurgicales par télémédecine ont été programmées pour la journée de dimanche au profit des personnels des hôpitaux de Tamanrasset, Adrar et d'Ouargla qui pourront, grâce à cette technologie, suivre en temps réel le déroulement des interventions, a indiqué à l'APS le directeur locale de la santé, Mohamed Cheggouri.

La présence de cette équipe médicale sera mise à profit pour la maitrise des récentes techniques chirurgicales en matière de traitement de la Spina Bifida, se familiariser avec la manipulation des équipements chirurgicaux ramenés par l'équipe médicale américaine, et la formation du personnel médicale local qui prendra à l'avenir en charge les patients souffrant de cette pathologie, a fait savoir le même responsable. ***R. N.***

Pharmacie

L'avant-projet de loi sur la santé au cœur d'un débat

L'avant-projet de loi sur la santé a été au cœur d'un débat, samedi, lors de la 4ème journée scientifique organisée par la Section ordinale régionale des Pharmaciens (SORP) avec comme thème générique "la pharmaco-économie".

Dans une allocution d'ouverture, le président du Conseil national de l'ordre des pharmaciens, Lotfi Benbahmed a indiqué que 30 ans après la première loi sur la santé, le nouveau texte prévoit une refonte totale de la réglementation sanitaire en Algérie, soulignant que sur le plan économique, le contexte actuel fait ressortir la nécessité de mieux gérer les coûts de la santé.

"Depuis 1985, la loi sanitaire a connu plusieurs amendements et plusieurs circulaires donnant lieu à un tissu réglementaire contradictoire. Il est temps de mettre en place une nouvelle loi et l'ordre des pharmaciens y a beaucoup contribué", a-t-il déclaré.

Le secteur pharmaceutique figure parmi les grandes priorités du nouveau projet de loi sur la santé notamment pour ce qui est de la promotion de l'industrie locale, a-t-il ajouté, affirmant que ce projet est à la hauteur des aspirations de la société algérienne.

Après avoir situé l'importance de la protection et du développement de la production locale des médicaments, le président du Conseil a insisté sur l'encouragement de la production pharmaceutique locale dans le cadre du nouveau projet de loi et de l'investissement dans ce domaine.

D'autre part, M. Lotfi Benbahmed a expliqué à l'assistance les différentes dispositions de la nouvelle loi sanitaire, mettant en exergue l'article 294 qui stipule que l'Etat veille à la disponibilité des produits pharmaceutiques et garantit l'accès aux produits et dispositifs médicaux essentiels en tout temps et en tout lieu du territoire national.

Il a, par ailleurs, mis l'accent sur l'importance accordée dans le nouveau texte de loi aux pharmaciens d'hôpitaux, "qui sont marginalisés depuis plusieurs années, en dépit du rôle important qu'ils assument au sein de la chaîne des soins", appelant à accorder davantage d'intérêt à la formation continue dans ce domaine.

Parmi les spécialités créées dans le cadre de ce projet, il a cité celle de l'assistant du pharmacien dans les officines privées, tout en soutenant l'article criminalisant la falsification des médicaments. La loi prévoit des sanctions très lourdes à l'encontre des trafiquants.

En résumé, la nouvelle loi sur la santé prévoit une nouvelle règlementation du marché national du médicament, la promotion de la production locale et la réduction de la facture d'importation, avec la mise en service de l'Agence nationale du médicament. Un comité économique intersectoriel qui aura pour mission l'enregistrement et la fixation des prix des médicaments et des tarifs des remboursements, a-t-il dit. ***R. S.***

Un nouveau moyen méconnu

Nécessité d'une campagne d'information sur l'implant contraceptif

Les participants au 8ème congrès de l'association des gynécologues obstétriciens privés d'Oran (AGOPO) ont insisté, samedi à Oran, sur la nécessité d'une campagne d'information sur l'implant et sa place dans la contraception.

"L'implant est un nouveau moyen de contraception en Algérie, qui est encore méconnu, ce qui nécessite une campagne d'information sur ses caractéristiques, au même titre que la pilule et le stérilet", a plaidé le président de l'AGOPO, le professeur Ghaouti Benabadji. "Il faudra également sensibiliser davantage les structures sanitaires sur l'implant, qui ne peut être pratiqué que par des médecins spécialistes", a-t-il déclaré, notant que des médecins ont été formés dans ce domaine.

Pour sa part, le professeur Aubert Agostini, chirurgien gynécologue de France a mis en exergue les avantages de l'implant, notamment du point de vue efficacité, réversibilité et acceptabilité, soulignant la facilité de pose et de retrait de ce moyen contraceptif.

Des thèmes abordant l'utilisation de ce moyen de contraception, les conditions de reprise de la grossesse après le retrait de l'implant, l'obésité chez la femme et autres ont été développés lors de cette rencontre de deux jours (22 et 23 avril). Le taux des femmes sous contraception en Algérie est actuellement de l'ordre de 60%, selon l'AGOPO, qui a rappelé que dans les années 70 la contraception ne concernait qu'un taux de 7%.

Le recul de l'âge du mariage pour les femmes en Algérie, de 22 à 32 ans, est un facteur encourageant à la contraception, a-t-on ajouté.

R. O.

Traitement du cancer

Nécessité de rationaliser l'utilisation de médicaments destinés

L'importance du rôle de la pharmacie hospitalière dans la rationalisation de l'utilisation de médicaments destinés au traitement du cancer a été mise en exergue samedi à Annaba par les participants aux 1ères journées internationales de pharmacie hospitalière.

Les participants à cette rencontre ont estimé que la pharmacie hospitalière constitue "un maillon essentiel dans les protocoles de traitement des cancéreux" et que "la maîtrise parfaite de la gestion des médicaments nécessite la réhabilitation du rôle du pharmacien dans la préparation des médicaments au niveau des pharmacies hospitalières conformément aux besoins exprimés par les services anti-cancer". Cette tendance qui accompagne le plan national anti-cancer (2015-2019) nécessite "l'activation des unités pharmaceutique hospitalière au niveau des CHU, la formation de personnel en pharmacie et de techniciens spécialisés pour effectuer des analyses biologiques en matière de préparation des médicaments ainsi que répondre aux protocoles de traitement", a précisé, Dr Fatiha Benhani du CHU d'Annaba.

Des communications portant sur les aspects d'ordre organisationnel de l'activité de la pharmacie hospitalière, le rôle des analyses des laboratoires dans la prise en charge des cancéreux, la préparation de médicaments destinés à cette catégorie de malades ainsi que les effets secondaires des médicaments au niveau des centres anti-cancer figurent au programme des travaux de cette rencontre de trois jours.

Pas moins de 400 participants représentant les différents services hospitaliers, des organismes de santé et des invités venus de Tunisie et de la France ont pris part à cette rencontre organisée par la pharmacie centrale (PCH) du CHU d'Annaba.

R. N.

Commune de Blida

Un budget pour le réaménagement des artères principales

Une enveloppe de 670 millions a été affectée au réaménagement des artères principales et bâtisses de la commune de Blida, au titre de l'opération «Blida Ourida» visant l'embellissement de toutes les communes de la wilaya, a-t-on appris samedi dernier du président de cette Assemblée populaire communale.

L'opération de réaménagement, inscrite au titre des priorités du programme de développement du wali Abdelkader Bouazghi, a pour objectif de redonner un visage avenant aux 25 communes de Blida, a indiqué Sid Ali Ben Cherchali, soulignant la décision prise par l'APC de Blida de «réunir toutes les petites actions d'aménagement programmées au profit de la commune, dans une opération d'envergure englobant l'entretien et le bitumage de toutes les artères de la commune, en plus du ravalement des façades des bâtiment et autres entreprises et administrations publiques».

Cette action profitera, a-t-il ajouté, à 67 établissements éducatifs primaires de la commune. La gestion financière des écoles primaires est assumée par la commune de leur implantation, est-il signalé. Selon Ben Cherchali, les travaux d'aménagement ont démarré depuis près de deux (2) mois, et leur réception est prévue «bien avant les délais fixés, estimés à 18 mois». L'opération d'embellissement et de ravalement de la place de la liberté (placette Ettoute) et du centre ville sera parachevée avant le mois sacré de Ramadhan, a-t-il précisé. Les autorités de Blida ont lancé, depuis quelques mois, une opération d'envergure visant l'embellissement de toutes les communes de la wilaya en vue de leur donner un visage avenant, et ce à travers des actions de plantation d'arbres et de plantes ornementales, le ravalement des façades des bâtisses, et le bitumage des rues. Une action dont les fruits commencent à être visibles sur le terrain, à la grande satisfaction des citoyens, a-t-on constaté.

R. B.

Oran

Appel à la sauvegarde du sémaphore de Sidi Benyebka

Un appel pour la sauvegarde du sémaphore de Tebbana, un ancien phare érigé sur les hauteurs de Sidi Benyebka (Arzew) aujourd'hui à l'état d'abandon, a été lancé samedi par les membres de l'association «Boudour» de la wilaya d'Oran.

«Nous lançons un SOS pour sauver ce qui reste à sauver de cet ancien phare, d'une valeur patrimoniale inestimable, datant de l'époque Ottomane», a indiqué à l'APS le président de l'association, Mohamed Akroum, lors d'une randonnée pédestre au sémaphore de Tebbana, un des points les plus culminants du littoral oranais, situé à près de 5 km de la commune de Sidi Benyebka.

«C'est un lieu de mémoire qui mérite d'être mis en valeur et qui constitue un chapitre important de notre histoire qui risque d'être jeté aux oubliettes», a-t-il fait observer, dans un appel réitéré pour mettre en relief ce véritable trésor de l'environnement côtier sur les plans historique, culturel, touristique et écologique, car, a-t-il ajouté, «il risque de tomber en ruine si aucune action n'est prise pour le sauver.» Situé dans un site féerique, dans le prolongement des monts de Kristel et de Sidi Benyebka, plus exactement sur le site «Tebbana», le sémaphore a servi à la fois durant la période coloniale et à partir de 1888 comme lieu de surveillance du trafic maritime et de fort de défense, comme en témoignent les inscriptions portées sur son fronton.

Aujourd'hui, l'édifice est pratiquement à l'état de ruine, alors qu'il pouvait être un endroit des plus attractifs du littoral oranais pour les amoureux de la nature s'il avait été pris en charge et réhabilité, a déploré Mohamed Akroum, regrettant que le projet de route du littoral de Sidi Benyebka, devant désenclaver cette région et susciter l'espoir des populations, tarde à être concrétisé.

H. Y.

Alger

Près de 2 millions de CD et DVD contrefaits seront détruits

Des lots de près de 2 millions de supports audio et vidéo (CD et DVD) contrefaits, saisis au cours de l'année 2015, seront détruits le 30 avril prochain, a indiqué samedi à Alger le directeur général de l'Office national des droits d'auteurs et des droits voisins (Onda). Intervenant lors d'une conférence de presse tenue à l'Ecole supérieure de police «Ali Tounsi» à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du livre et des droits d'auteur, Sami Benchikh El Hocine a précisé que 1,8 millions de CD et DVD contrefaits seront détruits dans le cadre de la lutte contre les atteintes aux droits d'auteur et à la propriété intellectuelle.

Dressant le bilan des activités de l'Onda, en coordination avec les services de sécurité (Police, Gendarmerie et Douanes) en 2015, il a indiqué que 1795 interventions avaient été opérées et 68 poursuites judiciaires lancées.

Les atteintes à la propriété intellectuelle, a-t-il rappelé, portent préjudice aux auteurs et créateurs, mais engagent aussi la responsabilité pénale de l'Etat algérien qui a ratifié des conventions internationales sur la protection des oeuvres et des auteurs.

Le DG de l'Onda a saisi cette occasion pour rappeler à des chaînes de télévision privées (déjà épinglées) le devoir de se conformer aux lois nationales et internationales en matière d'exploitation des oeuvres d'auteurs et créateurs.

De son coté, le directeur adjoint aux affaires économiques et financières de la Direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn), le commissaire divisionnaire Fayçal Hassani, a rappelé les missions des brigades spécialisées investies dans la lutte contre la contrefaçon et les atteintes à la propriété intellectuelle, réparties à travers l'Algérie.

Les services de police judiciaire, a-t-il répété, agissent en vertu des dispositifs réglementaires internationaux et nationaux, notamment les Conventions de Berne (1886) et de Rome (1961), ratifiées par l'Algérie, et l'ordonnance de juillet 2003.

L'Onda et la Dgsn avaient signé en 2012 un protocole de coopération pour la lutte contre l'atteinte à la propriété intellectuelle et artistique, conférant aux officiers de la Dgsn et les agents assermentés de l'Onda les prérogatives d'intervenir dans le cadre de la lutte contre le piratage.

R. A.

Aïn Témouchent

Nettoiement de la plage de Sidi Djelloul

■ La plage de Sidi Djelloul, une des 18 autorisées à la baignade au niveau de la wilaya d'Ain Temouchent, a bénéficié samedi d'une opération de nettoiement par des volontaires en prévision de la prochaine saison estivale.

Relevant de la commune de Sidi Safi, dans la daira de Beni Saf, cette plage a été choisie par le mouvement associatif, mené par l'association «El Yed El Khadra» (Main verte) de défense de l'environnement de Beni Saf, pour un véritable toilettage, selon le président de l'association, Mohamed Zahouani, précisant que c'est la première action de volontariat consacrée à cette plage.

«D'habitude on agissait au niveau de la seule ville de Beni Saf», a-t-il rappelé. Aidé par les associations «Chourouk», «Khedra» et celle des handicapés de Beni Saf, «El Yed El Khedra» a mobilisé ses moyens pour enlever, autant que faire se peut, déchets et ordures. Des enfants ont participé à ce mouvement de volontariat dans le cadre de leur sensibilisation pour la protection de l'environnement.

L'APC de Sidi Safi a, également, contribué en moyens humains et matériels (roulants) à cette action qui sera suivie, selon son responsable Belmiloud Mokhtar, par d'autres opérations de réhabilitation de l'éclairage public et d'installation de poubelles. Cette action citoyenne, première du genre pour cette plage, intitulée «Et si on ramassait tous ensemble en même temps», sera suivie par d'autres, a annoncé le président de l'association écologique «El Yed El Khadra», assurant que les vacanciers trouveront, durant la saison estivale prochaine, une plage propre.

Reda A.

In Salah

Des foyers bientôt raccordés au réseau de gaz naturel

■ Une opération de raccordement de 2.623 foyers a été retenue en faveur de la commune d'In-Ghar, relevant de la wilaya déléguée d'In-Salah (750 km au Nord du Tamanrasset), a-t-on appris samedi auprès des responsables communaux.

Cette opération, dont le réseau de distribution a été raccordé en fin de semaine dernière, permettra de raccorder au réseau de gaz ces 2.623 foyers disséminés à travers les concentrations d'habitants de Sebkha, Chouitar, Agbour et Douirat El-Djenna, a-t-on précisé.

Une enveloppe de 165,2 millions DA a été dégagée sur le Fonds spécial de développement des régions du Sud pour l'exécution de la première tranche de ce projet qui prévoit aussi la réalisation d'un réseau de transport de 65,14 km.

Concernant l'électricité rurale, plus 125 foyers ont été raccordés la semaine dernière dans la localité d'El-Sebkha, suite à la mise en exploitation d'un centre public de distribution de l'électricité rurale, a-t-on ajouté.

Le secteur de l'agriculture, dans la commune d'In-Ghar, a été renforcé, pour sa part, de trois (3) nouveaux forages équipés et raccoréds au réseau d'électrification, destinés à l'irrigation d'un périmètre agricole de 300 ha dans la zone de Taghbara (20 km d'In-Ghar), selon la même source. Cette opération est appelée à élargir les superficies irriguées dans la région et encourager l'activité agricole, a-t-on conclu.

R. N.

Syrie

Ce serait «une erreur» d'envoyer «des troupes au sol» selon Obama

Le président américain, Barack Obama, a réitéré dimanche dernier ses positions concernant le renversement du président Assad ainsi que l'engagement sur le sol syrien de troupes occidentales qualifiant les projets d' «erreur».

«Ce serait une erreur» de la part des Etats-Unis, du Royaume-Uni ou de toute alliance de pays occidentaux «d'envoyer des troupes au sol et de renverser le régime d'Assad», a déclaré Barack Obama dans une interview à BBC News.

«Mais je crois vraiment que nous pouvons faire pression, internationalement, sur toutes les parties en présence pour qu'elles s'assoient à une table et tentent de négocier une transition», a-t-il ajouté, citant la Russie et l'Iran ainsi que l'opposition syrienne.

Pour le président américain, une «solution militaire seule» ne permettrait pas de régler «les problèmes à long terme» en Syrie.

«En attendant, nous continuons de frapper des cibles (du groupe Etat islamique) EI dans des endroits comme Raqa», en Irak, a-t-il insisté, précisant que son pays essayait «de verrouiller les zones du pays qui envoient des combattants étrangers en Europe». Un cessez-le-feu entre les forces régulières syriennes et les groupes de rebelles modérés, négocié par les Etats-Unis et la Russie, est entré en vigueur le 27 février et avait au départ contribué à diminuer l'intensité des combats dans l'ensemble de la Syrie.

Les organisations terroristes de l'EI et du groupe Al-Nosra ne sont pas concernés par cette trêve. La guerre en Syrie, déclenchée en 2011 par la répression sanglante de manifestations pacifiques réclamant la démocratie, s'est transformée en conflit complexe impliquant une multitude d'acteurs, syriens et étrangers. Elle a fait plus de 270 000 morts et déplacés au moins la moitié de la population.

R. N.

Poursuite des violences à Alep, au moins 14 civils tués

Au moins 14 civils ont été tués hier dans de nouveaux bombardements à Alep, en Syrie, ont rapporté des sources concordantes. La province d'Alep, théâtre de combats entre armée, rebelles, terroristes et combattants kurdes, connaît depuis début avril une escalade de violence avec des affrontements impliquant pratiquement tous les belligérants de la guerre qui a fait plus de 270 000 morts depuis 2011. «Des obus tirés par les rebelles sur des zones du nord de la ville ont causé la mort de six civils, dont une femme et deux enfants», a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh). Un raid contre un marché de légumes sur le quartier de Sakhour a fait cinq morts, tous des civils, ont rapporté les secours. Deux personnes sont également mortes dans des violences à Chaar et une autre à Bab Nayrab, a indiqué un membre de la défense civile. Les violences à Alep ont fait 37 morts vendredi et samedi, selon un décompte des médias.

Les éléments du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) ont gagné du terrain samedi dernier dans le nord de la province, selon des sources officielles.

Les groupes terroristes comme l'EI ou le Front Al-Nosra (branche syrienne d'Al Qaîda) sont exclus de la trêve qui a permis depuis fin février un recul des combats entre les forces loyaliste et l'opposition armée.

G. K.

Arrestation d'un journaliste par Israël

Le Syndicat des journalistes palestiniens réclame l'intervention du Cicr

Le Syndicat des journalistes palestiniens a réclamé hier l'intervention du Comité international de la Croix-Rouge (Cicr) pour connaître le sort d'un confrère, Omar Nazzal, arrêté par Israël à la frontière avec la Jordanie alors qu'il se rendait à un congrès en Bosnie.

Le secrétariat général du syndicat, dont Omar Nazzal est un des cadres, a rencontré un représentant du Cicr hier à Ramallah, le siège de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie occupée, tandis que les journalistes tenaient un sit-in.

«Nous avons expliqué au Cicr qu'il fallait impérativement et rapidement rendre visite à Omar Nazzal pour connaître les conditions de son arrestation», a expliqué Moussa Chaar, membre du secrétariat général du syndicat.

Le Cicr est la seule organisation internationale habilitée à rendre visite aux Palestiniens détenus par les autorités israéliennes. M. Nazzal a été arrêté samedi à la frontière entre la Cisjordanie, territoire palestinien occupé depuis près d'un demi-siècle par Israël, et la Jordanie, d'où il devait prendre l'avion pour se rendre à un Congrès de la Fédération européenne des journalistes qui se tient jusqu'à demain en Bosnie.

D'après son épouse, il a d'abord été retenu au point de passage tenu par les Israéliens avant d'être arrêté. «Je n'ai aucune idée de son sort depuis qu'il m'a annoncé samedi par téléphone avoir été arrêté par Israël», a-t-elle déclaré, citée par l'AFP.

M. Nazzal, âgé d'une cinquantaine d'années, était le rédacteur en chef de *Falestine al-Youm*, une chaîne de télévision dont le bureau à Ramallah a récemment été fermé par la force par l'armée israélienne.

Hier, le ministère palestinien de l'Information a de nouveau accusé Israël de viser les journalistes palestiniens, rappelant que plusieurs radios locales avaient également été fermées lors de raids violents de soldats israéliens dans leurs locaux.

En mars, la Fédération internationale des journalistes (FIJ) avait dénoncé les «attaques continues» d'Israël contre les médias palestiniens.

R.I

Irak

Combats entre Kurdes et Turkmènes dans le nord du pays

Les forces kurdes irakiennes et la milice chiite turkmène étaient engagées dimanche dans des combats qui ont fait neuf morts à Touz Khourmatou dans le nord de l'Irak et poussé à la fermeture de l'autoroute vers Baghdad, selon des responsables. Le contrôle de Touz Khourmatou est partagé entre Kurdes et milices chiites dont celle des Turkmènes depuis le début en 2015 des affrontements entre les deux camps. La ville fait partie des régions d'Irak revendiquées aussi bien par la région autonome du Kurdistan que par le pouvoir central à Baghdad. Les Turkmènes opèrent au sein des forces paramilitaires pro-gouvernementales Hachd al-Chaabi, qui ont aidé les forces gouvernementales à reprendre plusieurs régions au groupe autoproclamé Etat islamique (EI, Daech). Les affrontements à Touz Khourmatou entre peshmergas et Turkmènes ont débuté vers minuit et se poursuivaient hier. Selon Challal Abdel Baban, un responsable kurde local, un haut commandant peshmerga, un combattant kurde et deux membres des forces turkmènes font partie des neuf personnes tuées.

Un responsable de la police de Touz Khourmatou a confirmé le bilan et précisé que l'autoroute vers Baghdad avait été fermée par les forces impliquées dans les combats.

Selon Karim Choukour, un responsable kurde, les combats ont éclaté quand une grenade a été lancée sur le QG d'un parti kurde à Touz Khourmatou, blessant des combattants peshmergas. Mais Hachd al-Chaabi a accusé l'adversaire d'avoir visé un de leur QG dans la ville. Profitant de la débandade de l'armée irakienne aux premiers mois de l'offensive lancée en juin 2014 par l'EI pour s'emparer de vastes territoires, les forces kurdes avaient pris le contrôle de zones au-delà des frontières de leur région autonome. L'armée a ensuite eu recours aux forces paramilitaires chiites qui l'ont aidé à reprendre du terrain aux éléments de l'EI, avec aussi l'appui de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis. L'EI contrôle toujours des régions au nord et à l'ouest de Baghdad.

Bilal L.

Afghanistan

Quatre personnes tuées dans un attentat à l'explosif

Au moins quatre personnes ont été tuées et deux autres blessées dimanche dans un attentat à l'explosif survenu dans la province afghane du Helmand (sud), a annoncé la police locale.

«Un individu a accroché un engin explosif sur son corps et s'est fait explosé dans le bazar du district de Garmsir vers 13h20, heure locale (8h50 GMT)», a indiqué le chef de la police, Mohammad Timor.

«Le sage tribal, Abdul Wali, deux policiers ainsi que l'assaillant ont été tué», a-t-il précisé, faisant état de «deux blessés évacués vers l'hôpital de la région».

L'attaque n'a pas été revendiquée dans l'immédiat, néanmoins, les autorités afghanes l'incombent aux rebelles taliban qui ont fréquemment recours aux attentats-suicides contre la police et l'armée afghanes, ainsi que les services de renseignement.

R. I.

Burkina Faso

Le gouvernement de la transition accusé de mauvaise gestion

Le gouvernement de la transition, mis en place après la chute du président Blaise Compaoré en octobre 2014, s'est rendu coupable de mauvaise gestion, affirme un audit rendu public samedi à Ouagadougou.

Cet audit réalisé par l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption (ASCE-LC0, publique) a porté notamment sur la "gestion de la commande publique".

Le rapport pointe de nombreuses "irrégularités" notamment le "recours abusif à l'entente directe pour les commandes publiques", le "non-respect de la réglementation des achats publics dans l'exécution de la commande publique" dans l'administration publique durant la transition.

Selon le rapport d'audit obtenu par l'AFP, le gouvernement de la transition a eu "massivement" recours aux "procédures exceptionnelles" (entente directe et appels d'offres restreints) pour les marchés publics.

Au total 63,1 milliards de francs CFA (environ 96 millions d'euros), soit 55,33% du montant total des commandes publiques passées pendant la période de la transition ont été faites sur la base d'ententes directes et d'appels d'offres restreints "en violation massive des textes".

Ce taux, "très au-delà de la norme" régionale de "15%" fixée par l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) "traduit un recours abusif aux procédures exceptionnelles".

"Cette situation a pour conséquence des risques élevés de collusion, de corruption, d'enrichissement illicite et de gaspillage des ressources budgétaires", pointe le rapport qui dénonce "l'existence de nombreuses dépenses sans pièces justificatives" ou des "pièces justificatives irrégulières".

Le rapport accuse également nommément l'ex-Premier ministre de la transition Isaac Zida et dix-huit membres de son gouvernement, des membres de leur famille, de s'être fait attribuer des parcelles dans le quartier chic de Ouaga 2000 (sud de la capitale) en violation flagrante des textes.

Cet audit commandé par le président élu Roch Marc Christian Kaboré a mobilisé 120 auditeurs pendant deux mois.

L'enquête a visé la période du 1er janvier 2015 au 28 décembre 2015, date de démission du gouvernement de la transition.M. Zida est éclaboussé depuis plusieurs semaines dans de nombreux scandales. Outre l'acquisition irrégulière de parcelles, il est soupçonné d'enrichissement illicite et de blanchissement d'argent.

Le président Kaboré, qui a fait de la lutte contre la corruption une priorité de son mandat, est revenu à la mi-mars sur la nomination du général Zida au poste d'ambassadeur à Washington.

AFP

Congo

Le président Denis Sassou Nguesso nomme son Premier ministre

■ Le président congolais Denis Sassou Nguesso, investit, il y a une semaine pour un cinquième mandat, a nommé samedi soir son Premier ministre en la personne de Clément Mouamba, selon un décret lu à la télévision publique.

"M.Clément Mouamba est nommé Premier ministre, chef du gouvernement", a indiqué le décret.

M. Mouamba, la soixantaine, est un cadre de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC). Il a été ministre des finances entre 1992 et 1993 dans le premier gouvernement de Pascal Lissouba, premier président élu du Congo, chassé du pouvoir en 1997 par M. Sassou Nguesso.

Originaire de la Lékoumou (sud-ouest), M. Mouamba était un des dirigeants de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS), première force d'opposition congolaise.

Il y a été exclu en 2015 pour avoir pris part aux consultations présidentielles qui ont conduit au dialogue de Sibiti qui a ouvert la voie au référendum constitutionnel d'octobre.

Riad D.

Les résultats du scrutin attendus le 28 avril

Election présidentielle en Guinée équatoriale

■ Les Equato-Guinéens se sont rendu, hier, aux urnes pour une présidentielle qui devrait voir la réélection du chef de l'Etat Teodoro Obiang Nguema, au pouvoir depuis 1979.

Initialement prévu en novembre, le scrutin a été avancé au 24 avril par décret présidentiel, sans explication officielle.

Quelque 332 040 électeurs sont inscrits sur les listes électorales de ce petit Etat pétrolier d'Afrique centrale. Les bureaux de vote ouvrent de 08h00 à 18h00 (de 07h00 à 17h00 GMT).

Les résultats du scrutin sont attendus le 28 avril. A la dernière présidentielle, en 2009, M. Obiang Nguema, doyen des chefs d'Etat africains par la longévité au pouvoir, avait obtenu 95,37% des suffrages, selon les résultats officiels.

L'Union africaine (UA) a dépêché une mission d'observation à Malabo, dirigée par le Béninois Thomas Boni Yayi, qui vient de quitter la présidence de son pays.

Pour ce scrutin, M. Obiang Nguema est à la tête d'une coalition de dix partis dont le Parti démocratique de Guinée équatoriale (PDGE) au pouvoir.

Ses adversaires sont pour certains de nouveaux venus en politique, les autres n'ayant que très peu de poids sur l'échiquier national.

Ce sont Bonaventura Monsuy Asumu du Parti de la coalition sociale démocrate (PCSD), Carmelo Mba Bakale de l'Action populaire de Guinée équatoriale (APGE), Avelino Mocache Mehenga de l'Union du Centre Droit (UCD), ainsi que trois candidats indépendants, leurs partis n'ayant pas été légalisés: Agustin Masoko Abegue, Benedicto Obiang Mangue et Tomas Mba Monabang.

R. A.

Pour exporter son pétrole

L'Ouganda choisit la Tanzanie et non le Kenya

L'Ouganda, pays enclavé, a choisi samedi de faire transiter sa future production de pétrole brut par un oléoduc traversant la Tanzanie, écartant ainsi un projet concurrent porté par le Kenya.

"Nous nous sommes mis d'accord sur le fait que l'oléoduc serait construit depuis Hoima en Ouganda jusqu'au port de Tanga", sur l'océan Indien, dans le nord de la Tanzanie, a annoncé samedi à l'AFP le ministre ougandais des Affaires étrangères, Sam Kutesa, à l'issue d'un mini-sommet régional près de Kampala.

Cette décision vient en l'état clore plusieurs années de tractations et de rebondissements entre l'Ouganda, la Tanzanie, le Kenya et les sociétés pétrolières impliquées, notamment le français Total et le chinois CNOOC.

Tout commence en 2006 lorsque sont mises au jour d'importantes réserves pétrolières en Ouganda, sur les rives du lac Albert (ouest). A présent estimées à 1,7 milliards de barils au bas mot, ces réserves donnent lieu en 2009 à un accord par lequel le gouvernement ougandais attribue à Total, CNOOC et au britannique Tullow chacun un tiers des droits d'exploitation.

Rapidement se pose la question de l'exportation du brut ougandais via un port de la façade est du continent, sur l'océan Indien.

Ce sont les Kényans qui semblent d'abord tenir la corde: dans le cadre d'un vaste programme de développement du pays présenté en 2008, baptisé Kenya Vision 2030 et visant à faire entrer le Kenya d'ici 2030 dans la catégorie des pays "à revenu intermédiaire", Nairobi présente un important projet d'infrastructures dans le nord du pays, avec une dimension régionale.

Évalué à au moins 18 milliards d'euros - les estimations ont fluctué dans le temps - le projet "Lapsset" ambitionne de connecter des oléoducs pour transporter le brut éthiopien, sud-soudanais, kényan et ougandais jusqu'au port entièrement à construire à Lamu, dans le nord de la côte kényane. Le projet s'accompagne également d'importantes infrastructures de transport (aéroports, routes et lignes ferroviaires).

Mais les compagnies pétrolières impliquées dans le projet ougandais expriment leur préférence pour un deuxième tracé, toujours au Kenya mais plus au sud, avec pour destination finale le grand port de Mombasa (sud-est).

Ce tracé est moins cher, environ 4,3 milliards de dollars (4,1 milliards d'euros) contre 4,7 milliards de dollars pour l'option nord. Mais il ne rentre pas dans les plans du gouvernement kényan qui, avec son projet Lapsset, entend développer la partie nord du pays, historiquement marginalisée et sous-développée.

L'Ouganda semble aussi préférer la solution Mombasa, mais le Kenya insiste sur le tracé nord par Lamu et s'ensuit un blocage politique qui va contribuer à l'émergence d'une troisième option, tanzanienne cette fois.

C'est ce tracé qui a finalement été adopté samedi, faisant courir l'oléoduc sur 1 400 km au sud du lac Victoria puis à travers la Tanzanie jusqu'au port de Tanga.

Plusieurs raisons expliquent ce choix. "On a pris en compte le fait que l'oléoduc jusqu'à Tanga était, entre autres aspects, le moins coûteux", a expliqué samedi à l'AFP M. Kutesa. En outre, selon un rapport d'experts ougandais en date du 11 avril et dont l'AFP a obtenu copie, "le port de Tanga en Tanzanie est pleinement opérationnel tandis que celui de Lamu au Kenya doit encore être construit".

Les experts mettent également en avant le fait que le port de Tanga est protégé des vents par plusieurs îles au large, ce qui n'est pas le cas de Lamu, faisant craindre des risques pour la navigation de tankers pétroliers aux abords du futur port kényan.

Plusieurs autres obstacles majeurs ont semble-t-il plombé le projet kényan: le tracé envisagé de l'oléoduc traverse des régions proches de la frontière somalienne, exposant l'installation à de possibles attaques des islamistes shebab somaliens.

Les Ougandais se sont également inquiétés des risques bien réels de litiges fonciers au Kenya sur les terres empruntées par l'oléoduc. De même, le tracé tanzanien offre l'avantage d'être relativement plat tandis que le projet kényan prévoyait un dénivelé en descente d'environ 1 000 mètres sur le parcours, imposant de lourdes contraintes techniques pour la construction et l'entretien de l'ouvrage.

De sources concordantes, l'exploitation du pétrole ougandais dans le bassin du lac Albert ne devrait pas débuter avant 2025.

Quant au Kenya, la présidence a annoncé samedi qu'elle poursuivra son projet Lapsset et construira tout de même un oléoduc pour son propre brut, malgré le revers de Kampala.

Agence

Guerre hybride

Les hyènes déchiquètent le Brésil

La nuit sombre et répulsive, qui a vu la femme présidente de la 7ème plus grande économie du monde être la proie de choix donnée en pâture au lynchage des hyènes dans un Circus Maximus terne et provincial, vivra éternellement dans le souvenir de l'infamie.

Par Pepe Escobar

En un mot, le but ultime est d'aligner parfaitement l'exécutif brésilien, le législatif, le judiciaire avec les intérêts des médias du Big Business » Par 367 voix pour et 137 contre, le changement de régime light, destitution et coup d'État, dirigé contre Dilma Rousseff, a été avalisé dans le cirque du Congrès brésilien et va maintenant aller au Sénat, où une commission spéciale sera mise en place. Si elle est approuvée, Rousseff sera ensuite écartée du pouvoir pendant 180 jours, et un Brutus tropical d'opérette, le Vice-président Michel Temer, va prendre le pouvoir jusqu'au verdict final du Sénat.

Cette farce minable devrait servir de réveil non seulement pour les BRICS, mais pour l'ensemble des pays du Sud. Pourquoi mobiliser l'OTAN, la R2P (responsabilité de protéger) ou des rebelles modérés, quand vous pouvez obtenir votre changement de régime rien qu'en modifiant le système politico-judiciaire d'une nation ?

La Cour suprême du Brésil n'a pas analysé le mérite de la question – du moins pas encore. Il n'y a pas de preuves solides, nulle part, que Rousseff a commis un «crime de responsabilité» ; elle a fait ce que chaque président américain a fait depuis Reagan – pour ne pas mentionner les autres dirigeants partout dans le monde ; assistée de de son Vice-Président, le minable Brutus, Rousseff a été légèrement créative avec les chiffres du budget fédéral.

Le coup d'État a été parrainé par un escroc certifié, le président de la chambre basse Eduardo Cunha, titulaire de onze comptes illégaux en Suisse énumérés dans les documents de Panama, et sous enquête de la Cour suprême. Au lieu de trôner au-dessus de hyènes quasi-analphabètes dans un cirque raciste, en grande partie crypto-fasciste, il devrait être derrière les barreaux. Il est incroyable que la Cour suprême n'ait pas mis le turbo sur l'action en justice contre Cunha. Le secret de son pouvoir sur le cirque est un système de corruption gigantesque, en place depuis de nombreuses années, mettant en vedette des entreprises et des sociétés multinationales qui contribuent à son financement et à celui d'autres campagnes. [Quelle différence avec ce qu'on voit à Washington ? NdT]

Et la beauté de ce chapitre du manuel d'instruction de la guerre hybride pour les nuls – révolution de couleur, coup d'État, changement de régime soft – est de le voir mis en scène dans une nation dynamique et créative comme le Brésil. La salle des miroirs offre un simulacre politique qui rendrait verts de jalousie les déconstructivistes comme Jean Baudrillard et Umberto Eco s'ils étaient encore de ce monde ; un Congrès bourré de cinglés / gogos / traîtres / escrocs, qui font déjà l'objet d'une enquête pour corruption, a conspiré pour renverser un président qui n'est sous le coup d'aucune enquête formelle de corruption – et n'a pas commis de «crime de responsabilité».

La restauration néolibérale

Pourtant, sans un vote populaire, les Brutus tropicaux – jumeaux d'opérette massivement rejetés – Temer et Cunha, seront dans l'impossibilité de gouverner, même s'ils incarnent parfaitement le projet des élites brésiliennes immensément arrogantes et ignorantes ; c'est un triomphe néolibéral, contre la démocratie brésilienne piétinée six pieds sous terre.

Il est impossible de comprendre ce qui est arrivé au Circus Maximus ce dimanche, sans savoir qu'il y a une tripotée de partis politiques brésiliens qui sont sérieusement menacés par le débordement non-stop de l'enquête Car Wash sur la corruption. Pour assurer leur survie, l'enquête Car Wash doit être suspendue ; et ce sera fait, dans l'unité nationale bidon proposée par Temer, le minable Brutus.

Mais d'abord, Car Wash doit produire en trophée un scalp glorieux. Et cela doit être l'emprisonnement de Lula – par rapport auquel la crucifixion de Rousseff est une fable d'Ésope. Les médias du Big Business, dirigés par le nocif empire de presse Globo, salueraient cet événement comme la victoire finale, et personne ne se soucierait plus de la mise au rancart forcée de l'enquête Car Wash.

Les 54 millions et plus qui ont voté pour la réélection de Rousseff en 2014 ont mal voté. Le projet global est un gouvernement sans droit de vote et sans le peuple ; un système parlementaire de style brésilien, qui ne s'embarrasse pas avec des élections gênantes et, surtout, incluant un financement de campagne généreux, par des entreprises puissantes, qui ne soit pas soumis aux aléas d'un examen trop curieux.

En un mot, le but ultime est de parfaitement aligner l'exécutif brésilien, législatif et judiciaire, sur les intérêts des médias du Big Business. La démocratie, c'est pour les gogos. Les élites brésiliennes, qui contrôlent à distance la meute des hyènes, savent très bien que si Lula se présente à nouveau en 2018, il gagnera.

Et Lula a déjà prévenu ; il ne marchera pas dans la combine merdique de l'unité nationale, il sera de retour dans les rues pour combattre tout gouvernement illégitime.

Maintenant c'est ouvert au pillage

À l'heure actuelle, Rousseff court le risque de devenir la première victime majeure des deux années de la longue enquête Car Wash lancée par la NSA [par des écoutes illégales sur la présidente, NdT]. La présidente, certes une gestionnaire économique incompétente et sans l'étoffe d'un maître politique, a cru que Car Wash – qui l'a pratiquement empêchée de gouverner – ne pourrait pas l'atteindre parce qu'elle est personnellement honnête. Pourtant, l'agenda à peine dissimulé de Car Wash a toujours été un changement de régime. Qui s'inquiète qu'à la fin du processus la nation soit laissée précisément aux mains du grand nombre de personnes inculpées par l'enquête anti-corruption ?

Le minable Brutus Temer – une version spécifique de l'argentin Macri – est le parfait cocher pour conduire la mise en œuvre du changement de régime. Il représente le puissant lobby bancaire, le puissant lobby agro-industriel et la puissante fédération des industries de l'État de São Paulo, leader économique du Brésil.

Le projet néo-développementaliste pour l'Amérique latine – réunissant au moins une partie des élites locales investie dans le développement des marchés internes, en association avec les classes ouvrières – est maintenant mort, parce que ce qui peut être défini comme un capitalisme périphérique [des pays émergents, NdT] sous contrôle hégémonique, est embourbé dans la crise après la débâcle provoquée par Wall Street en 2008. Ce qui reste est tout simplement la restauration néolibérale. TINA : «Il n'y a pas d'alternative». Cela implique, dans le cas brésilien, la déconstruction sauvage de l'héritage de Lula : les politiques sociales et technologiques, le projet d'agir à l'échelle mondiale, l'expansion des grandes entreprises brésiliennes compétitives, les universités publiques, de meilleurs salaires.

Dans un message à la nation, Brutus Temer a tout révélé : un espoir qu'après la destitution, les investissements étrangers vont augmenter considérablement permettant le pillage de la colonie à volonté ; retour sur la marque déposée du destin du Brésil depuis l'an 1500. Donc Wall Street, le Big Oil US et les proverbiaux intérêts américains ont gagné ce round du grand cirque grâce à la – toujours aussi proverbiale – vassalité des élites compradores. Les dirigeants de Chevron salivent déjà à la perspective de mettre la main sur les gisements de pétrole pré-sel ; cela leur a déjà été promis par un vassal de confiance dans l'opposition brésilienne. Le coup d'État continue. Les véritables hyènes n'ont pas encore bondi. Il est donc loin d'être terminé.

Pepe Escobar

Les réunions Otan-Russie reprennent au milieu des craintes de conflit militaire en Europe

Les ambassadeurs des pays de l'Otan et de la Russie se sont réunis hier à Bruxelles pour une séance du Conseil Otan-Russie, suspendu depuis février 2014 après le putsch à Kiev soutenu par l'Otan et le conflit qui a suivi en Ukraine.

Par Alex Lantier

La préoccupation principale qui a incité à la reprise des séances du conseil était la crainte que les déploiements militaires de l'OTAN vers l'Europe de l'Est et la proximité qui en résulte entre l'OTAN et les forces russes puissent conduire à un affrontement militaire qui pourrait dégénérer en guerre totale. La réunion est intervenue après une série d'incidents au cours desquels des avions de combat russes avaient volé très près des navires de guerre de l'OTAN ou des avions de surveillance opérant près de la Russie dans la région de la mer Baltique.

Après la réunion, le Secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a annoncé : « Je viens de présider une réunion du Conseil de l'OTAN-Russie. Et nous sommes tous d'accord pour dire qu'il est dans notre intérêt à tous de garder les voies politiques ouvertes pour maintenir un dialogue politique. » Selon Stoltenberg, parmi les questions abordées figuraient la « crise dans et autour de l'Ukraine », la « situation de la sécurité en Afghanistan, y compris les menaces terroristes régionales », et la « transparence et la réduction des risques » liés aux « activités militaires. »

Il a expliqué, « les alliés de l'OTAN ont exprimé leur inquiétude au sujet des incidents de la semaine dernière dans la région de la Baltique impliquant des avions militaires russes. Il est important d'examiner les mesures que nous pouvons tous prendre pour accroître la transparence et la prévisibilité. » Il a ajouté : « Surtout quand les tensions sont élevées, le dialogue politique est nécessaire pour discuter de nos différences et réduire les risques d'incidents militaires. »

Les remarques de Stoltenberg sont un aveu à peine voilé que les politiques irresponsables menées par l'OTAN en Europe depuis le putsch à Kiev ont exacerbé les tensions internationales au point où un affrontement frontalier pourrait facilement éclater, conduisant à une escalade militaire avec des conséquences atroces. L'immédiateté du danger a été rendue claire l'année dernière, lorsque des avions de chasse turcs ont abattu un bombardier russe en mission au-dessus de la Syrie, la première fois qu'un État membre de l'OTAN avait détruit un avion de guerre russe depuis la guerre de Corée, il y a plus de 60 ans. Néanmoins, malgré les immenses dangers auxquels sont confrontés l'Europe et le monde entier, la réunion du Conseil OTAN-Russie n'a pris aucune mesure concrète pour apaiser les tensions entre les grandes puissances. Stoltenberg a confirmé qu'il n'y aurait « pas de retour à la coopération pratique » avec la Russie, en déclarant : « l'OTAN et la Russie ont des désaccords profonds et persistants. La réunion d'aujourd'hui n'a pas changé cela. » La réunion intervient deux jours après un appel téléphonique entre le président américain Barack Obama et le président russe Vladimir Poutine, décrit comme « intense » par les autorités américaines, suite à des rapports indiquant que l'artillerie russe était positionnée dans le nord de la Syrie pour une éventuelle offensive renouvelée là-bas.

Ce risque d'escalade militaire dans cette situation a été souligné également par le diplomate allemand Wolfgang Ischinger, le président de la Conférence de Munich sur la sécurité, dans une interview avec la Deutsche Welle. Interrogé pour savoir si c'était une erreur pour l'OTAN de rompre les réunions du Conseil de l'OTAN-Russie, Ischinger a répondu que la décision de suspendre les réunions n'était pas « un grand moment de la diplomatie. » Il a ajouté que la situation actuelle est « la plus dangereuse, qu'il y a eu depuis la fin de la guerre froide. »

Il a expliqué : « Au cours des derniers jours, il y a eu deux prétendues "rencontres rapprochées" en mer Baltique d'un avion militaire russe, avec un navire de guerre américain et avec un avion de reconnaissance américain. Dans de telles situations, un faux mouvement peut rapidement conduire à une escalade incalculable. » Ischinger a souligné que le Conseil de l'OTAN-Russie devrait se réunir à nouveau, ajoutant : « Je dirais que le premier point à l'ordre du jour doit être la création d'un arrangement militaire de prévention des crises 24/7 dont on a grand besoin. Des officiers occidentaux et russes doivent veiller à ce que de tels accidents évités de justesse, et les malentendus possibles auxquels ils donnent lieu, soient évités. »

De telles remarques soulignent que la politique provocatrice menée au cours des dernières années par les puissances de l'OTAN d'alimenter de manière agressive les tensions avec la Russie et la Chine a placé le monde à la veille d'une guerre mondiale entre puissances dotées d'armes nucléaires. Les remarques de Ischinger minent également le compte rendu officiel du putsch à Kiev et de la guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie qui a suivi en Ukraine, mettant à tort toute la responsabilité du conflit sur l'agressivité russe. Ils montrent clairement que c'était l'OTAN, et non pas le Kremlin, qui a rompu les lignes de communication après le putsch à Kiev.

Néanmoins, les puissances de l'OTAN ont toutes soutenu une politique de confrontation avec la Russie sur l'Ukraine, dirigée par Washington et Berlin. L'OTAN est elle-même profondément et publiquement divisée entre des tentatives limitées de l'OTAN pour désamorcer le conflit, et certains gouvernements de l'OTAN en vue notamment en Europe orientale qui font pression pour une ligne dure anti-russe.

Le ministre polonais de la Défense, Antoni Macierewicz, dont le gouvernement a annoncé lors d'un sommet de l'OTAN à Varsovie en juillet qu'il cherchera à poursuivre l'escalade militaire de l'OTAN en Europe orientale visant à la Russie, a appelé à de nouvelles augmentations de la force des troupes de l'OTAN à proximité des frontières russes. « Jusqu'à présent, tout comportement russe témoigne de préparatifs systématiques pour une agression », a-t-il dit au quotidien Rzeczpospolita dans une interview. « Et il est temps d'en parler ouvertement. » Le Monde a rapporté que l'Allemagne et la France avaient insisté pour que la réunion du Conseil de OTAN-Russie ait lieu face à l'opposition des républiques baltes, de la Pologne et du Canada. Le journal a ajouté : « C'était en réalité l'attitude plus conciliante du ministre des affaires étrangères américain John Kerry qui a finalement rendu possible un événement qui aurait été inimaginable il y a seulement quelques semaines. »

Les autorités russes ont indiqué qu'elles étaient ouvertes à de nouveaux pourparlers pour calmer les tensions, mais que ces tensions ne se résorberaient pas aussi longtemps que l'OTAN intensifiera sa présence militaire en Europe de l'Est, menaçant ainsi la Russie. « Un autre dialogue sur les nouvelles mesures de renforcement de la confiance est impossible sans des initiatives réelles de l'OTAN pour réduire l'activité militaire aux frontières russes », a déclaré l'ambassadeur russe auprès de l'OTAN, Alexander Grouchko, au moment où il quittait la réunion du conseil. « Une politique et une planification militaire de l'OTAN qui s'appuient sur la dissuasion de la Russie sont incompatibles avec des plans pour créer des mesures pour renforcer la confiance. »

Le Kremlin a néanmoins indiqué qu'il était ouvert à la coopération sur les mesures sélectionnées, comme sur un plan réactionnaire pour étendre l'opération « Resolute Support » de l'OTAN en Afghanistan, en maintenant des milliers de soldats dans le pays ostensiblement pour former ses forces de sécurité.

La Chine dit «Pas de dollars contre le nouveau yuan»

Par Global Research News

■ Dans un geste choquant susceptible d'écraser l'économie américaine durant la nuit, la Chine refuse de rendre convertible en ou depuis le dollar américain, son nouveau yuan adossé à l'or. Lorsque le Fonds monétaire international (FMI) a décidé d'ajouter le yuan au panier de monnaies de réserve mondial utilisé pour les réserves mondiales et le commerce international, ils voulaient que la Chine rende le yuan plus fiable en tant que monnaie. Depuis lors, la Chine a presque désarrimé son yuan du dollar, ce qui permet à sa valeur de fluctuer sur les marchés mondiaux.

Mais depuis des années, la Chine a amassé d'énormes quantités de lingots d'or; certains ont dit que leur appétit pour les lingots a été stupéfiant. Et avec un nouveau yuan adossé à l'or devant être émis mardi prochain [19 avril, NdT], le monde entier aura le choix d'une nouvelle monnaie à utiliser pour le commerce international: le vieux dollar américain qui n'est soutenu par rien, ou le nouveau yuan chinois, qui est soutenu par l'or. Quelle monnaie utiliseriez-vous?

Lorsque cette nouvelle monnaie sera émise, les pays qui ont été contraints d'utiliser des dollars américains pendant des décennies, et ont dû en garder des milliards dans leurs réserves de devises étrangères, seront libres de les revendre. Mais ils ne seront pas en mesure de les envoyer en Chine pour obtenir son nouveau yuan adossé à l'or!

La Chine aurait décidé «qu'il n'y aura pas de conversion en yuan adossé à l'or de ou vers les dollars américains». Ce que la Chine craint est que de nombreux pays à travers le monde veuillent échanger leurs dollars de réserve américains contre le nouveau yuan, laissant la Chine avec des montagnes de dollars sans valeur. La Chine a déjà plusieurs milliers de milliards de dollars américains en réserve et n'en veut pas plus.

Si cette décision de la Chine était confirmée, alors les pays du monde entier n'auront qu'à décider si, oui ou non, ils souhaitent encore continuer à commercer avec les États-Unis. Le bouleversement que cela pourrait provoquer dès la semaine prochaine serait stupéfiant.

Corée du nord

Kim Jong-Un qualifie de «succès» un essai présumé de missile mer-sol

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un a présenté l'essai présumé samedi d'un missile mer-sol balistique comme «un succès édifiant», affirmant que son pays pouvait frapper Séoul et Washington quand il le souhaitait, ont rapporté dimanche dernier les médias officiels.

Ce tir est intervenu au moment où de nombreux observateurs redoutent que le régime le plus fermé au monde ne conduise prochainement un cinquième essai nucléaire.

Mais quelques heures après ce nouveau tir de missile, le chef de la diplomatie nord-coréenne, Ri Su-Yong, a affirmé que Pyongyang serait prêt à un moratoire sur ses essais nucléaires, si les Etats-Unis suspendaient leurs manoeuvres militaires conjointes avec la Corée du Sud.

Washington et Londres ont d'emblée présenté le tir de samedi comme une nouvelle violation «flagrante» des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU interdisant les lancements utilisant la technologie de missiles balistiques.

Le ministère sud-coréen de la Défense a estimé de son côté que cet essai s'était vraisemblablement soldé par un échec, le missile, tiré d'un sous-marin en mer du Japon, n'ayant selon lui parcouru qu'une distance de 30 kilomètres.

L'agence nord-coréenne KCNA a en revanche assuré que ce test, qui a été personnellement supervisé par Kim Jong-Un, avait confirmé la «fiabilité des systèmes de lancement sous-marin nord-coréens». Elle cite le dirigeant nord-coréen affirmant que Pyongyang «est aujourd'hui capable de frapper quand il veut les dirigeants des forces fantoches sud-coréennes et des impérialistes américains».

«Ce succès édifiant est un précieux cadeaux de plus que les scientifiques et techniciens de la Défense offrent aux grands leaders et au parti», poursuit l'agence.

Des images diffusées par la télévision d'Etat ont montré le dirigeant nord-coréen à bord du sous-marin, puis observant aux jumelles le tir depuis la terre ferme.

La Corée du Nord tente depuis longtemps de développer sa technologie de missiles mer-sol balistiques qui lui permettrait d'élever d'un nouveau cran la menace liée à son programme nucléaire, grâce à un déploiement au-delà de la péninsule coréenne.

Le régime de Pyongyang a mené de nombreux tests de missiles mer-sol qu'il a qualifiés de succès, des affirmations toutefois remises en cause par des experts suggérant que le pays n'a pas dépassé le stade de tests préliminaires à partir de plateformes immergées.

La Corée du Nord prépare pour début mai un congrès de son parti unique, qui sera le premier en 36 ans. De nombreux observateurs estiment que le dirigeant Kim Jong-Un va tenter à cette occasion de mettre en valeur les «réussites» du programme nucléaire nord-coréen.

Dans ce contexte, Pyongyang pourrait vouloir mener son cinquième essai nucléaire avant l'ouverture du congrès.

Mais dans un entretien à New York à l'agence Associated Press, le ministre nord-coréen des Affaires étrangères affirme que son pays est prêt à renoncer aux essais nucléaires si Washington met un terme aux manoeuvres annuelles avec l'armée sud-coréenne.

Pyongyang avait fait une offre similaire en janvier 2015, rapidement rejetée par les Etats-Unis.

Les manoeuvres conjointes américano-sud-coréennes provoquent chaque année une aggravation des tensions sur la péninsule, Pyongyang les voyant comme une menace directe à son égard.

Mais cette année, elles sont intervenues dans un contexte déjà très tendu entre le Nord et le Sud, du fait du quatrième essai nucléaire nord-coréen, début janvier, qui a été suivi en février par un lancement de fusée, un tir largement considéré comme un essai de missile longue portée. Pyongyang a depuis lors effectué toute une série de tests de missiles de courte ou moyenne portée.

AFP

Deux jours après sa mort

Prince a été incinéré lors d'une cérémonie privée

■ Deux jours après avoir été retrouvé inanimé dans un ascenseur de sa résidence en banlieue de Minneapolis, le chanteur a été inhumé en présence de ses proches. Ses cendres seront déposées dans un endroit privé mais une cérémonie publique d'hommage sera bientôt annoncée.

Deux jours après son décès, survenu par surprise, Prince a été incinéré samedi 23 avril en présence de ses proches. «Il y a quelques heures, Prince a été célébré par un petit groupe des personnes qu'il aimait le plus: sa famille, ses amis et ses musiciens, au cours d'une belle cérémonie privée destinée à lui dire au revoir avec amour», a annoncé dans un communiqué une porte-parole, Anna Meacham.

L'endroit où ses cendres seront déposées restera néanmoins «privé». Le public pourra tout de même lui rendre hommage, lors d'une «célébration musicale» qui «sera annoncée à une date ultérieure», a ajouté la porte-parole.

Si le lieu de sa crémation demeure inconnu, un service commémoratif semble avoir été célébré à Paisley Park, qui a été le théâtre d'une grande agitation samedi, selon un photographe de l'AFP, qui a compté une dizaine de voitures garées à l'intérieur de ses grilles à Chanhassen, dans la périphérie de Minneapolis.

Deux membres de son équipe sont notamment sortis avec un grand vase de fleurs violettes, la couleur fétiche du chanteur. Ils en ont offert quelques-unes aux fans qui les ont applaudis en signe de remerciement. Le beau-frère de Prince, Maurice Philipps, marié à sa sœur Tyka, a également pris la peine de venir discuter et prendre des photos avec les fans regroupés devant Paisley Park.

Plus de deux jours après la mort de Prince, à l'âge de 57 ans, une grande inconnue demeure. Les causes officielles de son décès n'ont toujours pas été déterminées. Une autopsie a eu lieu, mais les résultats ne seront connus que dans plusieurs semaines. Au moins quatre, a d'ailleurs précisé Anna Meacham, à l'instar des autorités. Aucun signe de suicide ni de traumatisme n'a dans tous les cas été relevé par la police.

D'après le site américain TMZ, premier à avoir annoncé la mort du «Kid de Minneapolis», Prince Rogers Nelson aurait, six jours avant son décès, fait une overdose d'un médicament antidouleur très puissant, le Percocet, à base d'oxycodone, un opiacé. Les médecins légistes affirment qu'«il n'y a aucune information à ce stade» pour confirmer cette thèse. En plus de l'autopsie, les autorités ont également prévu d'effectuer une perquisition à Paisley Park, la résidence du chanteur, gigantesque complexe comprenant studios d'enregistrement, salle de concerts et chambre forte pour ses enregistrements originaux. Prince a été retrouvé mort jeudi 21 avril, au matin, dans un ascenseur de la propriété.

Le Figaro

Turquie

Une journaliste néerlandaise arrêtée pour des Tweets visant Erdogan

Une journaliste néeerlandaise d'origine turque, Ebru Umar, a été interpellée par la police dans la nuit de samedi à dimanche à son domicile de Kusadasi, une station balnéaire de l'ouest de la Turquie, pour des tweets visant le président turc Recep Tayyip Erdogan, a-t-elle indiqué sur son compte Twitter. «Je ne suis pas libre, nous allons à l'hôpital» pour un examen médical avant d'être présentée devant des procureurs, a notamment écrit la journaliste. Le ministère néerlandais des Affaires étrangères suit l'affaire de près, a rapporté l'agence de presse néerlandaise ANP qui a précisé que l'ambassade des Pays-Bas à Ankara avait «contacté personnellement la journaliste après son arrestation».

Les autorités turques n'étaient pas joignables dans l'immédiat. Ebru Umar avait récemment rédigé une chronique très critique de l'homme fort de Turquie dans le quotidien néerlandais Metro, dont elle avait ensuite twitté des extraits. Dans cet article, elle citait notamment, à l'appui de ses accusations contre M. Erdogan, un courriel envoyé par le consulat général turc de Rotterdam aux Turcs habitant la région de Rotterdam qui leur demandait de lui signaler toute insulte exprimée sur les réseaux sociaux à l'encontre du chef de l'Etat turc. Ce courriel avait provoqué une controverse. Le consulat avait par la suite parlé d'un «malentendu».

Les procès pour injure envers M. Erdogan se sont multipliés depuis son élection à la tête de l'Etat en août 2014, signe, selon ses détracteurs, d'une dérive autoritaire. Près de 2.000 procédures judiciaires ont été lancées en Turquie, visant aussi bien artistes et journalistes que simples particuliers.

AFP

Acteur, réalisateur et comédien français né en Algérie

La Cinémathèque d'Alger rend hommage à Roger Hanin

Une rétrospective cinématographique dédiée au défunt acteur, réalisateur et comédien français né en Algérie, Roger Hanin, a été inaugurée samedi à la Cinémathèque d'Alger.

Organisé par l'Institut français d'Alger, cet hommage a été inauguré en présence de l'ambassadeur de France en Algérie, Bernard Emié, du directeur de la Cinémathèque algérienne, Lyes Sémiane, et de la fille de l'acteur disparu en février 2015, Isabelle Hanin.

S'exprimant avant la projection du film *Soleil* réalisé par le défunt, Isabelle Hanin a qualifié ce film de l'œuvre «la plus personnelle» de son père, et dans laquelle il a mis en scène «son enfance pauvre, mais heureuse» dans la capitale algérienne.

Isabelle Hanin a également évoqué l' «engagement tant politique que sociétal contre toutes formes de discrimination» de son père qui trouve, a-t-elle expliqué, «son origine dans son enfance et son adolescence» à Alger et dans «l'antisémitisme» dont il était victime durant la Seconde Guerre mondiale.

Sorti en 1997, *Soleil* est le dernier film réalisé par Roger Hanin. Il y revient notamment sur son enfance algéroise en rendant hommage à sa mère, incarnée à l'écran par la grande actrice italienne, Sophia Loren.

Cinq autres films dont *Train d'enfer* (1984) et le *Grand pardon* (1982) ainsi qu'une pièce de théâtre seront diffusés à la Cinémathèque d'Alger et à l'Institut français à l'occasion de cette rétrospective qui se tient jusqu'au 26 avril.

Une exposition de photos des plus célèbres rôles de Roger Hanin est également visible dans le hall de la Cinémathèque.

Né le 20 octobre 1925 à Bab El Oued, Roger Hanin avait fait ses débuts dans le cinéma dans les années 1950. A la même époque, Roger Hanin faisait également carrière dans le 4e art où il s'est fait connaître en 1951 dans la pièce *Vogue la galère*, avant de quitter le théâtre plus de 50 ans plus tard avec une quarantaine de pièces et de tournées à son actif.

Après une filmographie très riche, plus de 80 oeuvres en près de 45 ans de carrière, Roger Hanin incarne, à la télévision en 1989, le rôle du *Commissaire Navarro*, une série télévisée qui a duré près de 20 ans. Outre son talent de comédien, Roger Hanin avait également fait parler de lui en tant que romancier dès les années 1980 avec la publication de *L'ours en lambeaux* qui sera suivi de 10 autres œuvres littéraires de fiction.

En 2000, l'acteur avait reçu la Médaille de l'ordre du mérite national au rang de Achir des mains du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, lors d'un hommage qui lui avait été rendu. Roger Hanin repose, selon ses dernières volontés, au cimetière de Bologhine à Alger.

Reda A.

Pour la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur

El Moutanabi, Cervantès et Shakespeare à l'honneur

La bibliothèque nationale d'El Hamma à Alger a rendu hommage samedi a l'occasion de la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur (instituée en 1995 par l'Unesco) à trois personnalités du monde littéraire qui ont marqué de leur empreinte l'histoire de la littérature universelle.

Le dramaturge et poète anglais William Shakespeare, l'écrivain espagnol Miguel de Cervantès et le poète arabe Abou Tayeb El Moutanabi ont été au centre de plusieurs interventions, dans le cadre d'une conférence organisée par la Bibliothèque nationale d'El Hamma, et qui ont passé en revue les principale étapes de la vie et de l'oeuvre de ces personnalités.

L'universitaire Belkacem Aïssani a évoqué l'influence de Shakespeare sur la littérature arabe. L'intervenant a expliqué comment la littérature arabo-orientale a été influencée, grâce à la traduction vers l'arabe de ses oeuvres par ce grand écrivain mort en 1616 (sa date de naissance reste inconnue). Il a cité des noms de célébrités du monde littéraire influencées par Shakespeare dont le grand poète Mahmoud Darwich.

La capture de Cervantès (1574-1616) à Alger et son séjour dans les grottes, qui portent son nom, sur les hauteurs de la capitale, a été le thème d'une communication du chercheur Abdelkrim Ouzeghla.

Cervantès est classé troisième dans une liste de 100 meilleurs écrivains établie par l'Unesco en 2004, a rappelé l'orateur.

Pour sa part, Brahim Seddiki a longuement évoqué le poète arabe El Moutanabi, qui s'est distingué par sa grande ambition, sa créativité littéraire et sa grande maîtrise de la langue arabe.

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, était intervenu à l'ouverture de la conférence pour appeler les éditeurs algériens à faire la promotion du livre annonçant qu'un rigoureux cahier des charges sera imposé à l'avenir.

Ila également fait état d'une convention avec un établissement spécialisé dans les sondages pour élaborer un sondage sur les niveaux de lecture en Algérie englobant les bibliothèques relevant du ministère et des communes (1 100 unités).

R. C.

Maison de la culture Mouloud Mammeri

Remise d'une centaine de cartes professionnelles à des artistes

Pas moins de 104 artistes et auteurs de la wilaya de Tizi Ouzou ont reçu samedi leurs cartes professionnelles, lors d'une cérémonie abritée par la Maison de la culture Mouloud-Mammeri. Cette session de remise de cartes professionneles est la troisième du genre organisée au profit de la famille artistique locale, a indiqué la directrice de la culture, Nabila Goumeziane, qui a rappelé que plus de 200 cartes ont été déjà délivrées aux artistes (toutes formes d'expression confondues) dont une dizaine en 2015 et 2016, à l'occasion de la célébration de la Fête de la Victoire, le 19 mars dernier. La cérémonie de samedi entre de le cadre de la célébration du 36ème anniversaire du Printemps amazigh (20 avril 1980) et se veut «un hommage à l'ensemble des artistes qui ont joué un rôle prépondérant dans la cause identitaire et contribué grandement à la préservation et à la promotion de la langue amazighe et de la culture algérienne», a-t-elle souligné. Pour sa part, Mohand Yahiaoui, représentant du président du Conseil national des arts et des lettres (Cnal), présent à cette cérémonie, a annoncé que d'autres cartes seront prêtes prochainement. Il a toutefois soulevé qu'une centaine de dossiers déposés auprès de ce conseil, sont «en souffrance, notamment pour manque d'une pièce justificative de l'activité artistique exercée». A ce propos, Mme Goumeziane à indiqué à l'APS qu'elle va charger une équipe de se déplacer au Cnal pour une séance de travail sur ces cas en instance. Les concernés seront saisis afin de fournir les pièces manquantes, a-t-elle assuré. Elle a invité les artistes, qui ne se sont pas encore manifestés, à se rapprocher du service des arts et des lettres de la direction qu'elle représente, ou à consulter le site Web de cette institution (dircultureto.dz) pour télécharger un formulaire à remplir et s'informer sur la constitution du dossier qui sera déposé localement. Une autre cérémonie sera organisée prochainement pour la remise d'environ 150 cartes professionnelles d'artistes, a-t-elle fait savoir.

La délivrance de cartes professionnelles à la famille artistique nationale, depuis le début 2015, répond à l'objectif principal de permettre aux artistes d'adhérer à la Caisse d'assurance sociale, chose qui avait été jusque-là impossible étant donné la nature de cette activité professionnelle. Le décret exécutif relatif aux modalités de couverture et de prestations sociales pour les artistes et auteurs, adopté par le gouvernement en janvier 2014 et publié dans le *Journal officiel* du 18 février de la même année, a permis de poser les «premiers jalons» de l'organisation du champ culturel algérien.

Riad D.

Ligue marocaine des romanciers du Sud

Waciny Laredj honoré

La Ligue marocaine des romanciers du Sud a honoré, vendredi soir à Agadir (Maroc), les romanciers maghrébins Waciny Laredj (Algérie) et Abdelkader Chaoui (Maroc) dans le cadre du 4ème Colloque du roman. Dans leurs allocutions à l'ouverture de ce colloque qui s'étalera jusqu'à aujourd'hui, les intervenants ont mis en exergue la place qu'occupent ces deux romanciers qui ont excellé pas seulement dans le roman arabe mais aussi dans d'autres domaines, à l'instar de l'autobiographie, la critique littéraire, la poésie, la traduction et la presse, selon des sources médiatiques. Les deux auteurs se sont également distingués dans la création littéraire maghrébine et arabe contemporaine, selon les intervenants. Organisée sous le thème «Roman et liberté», cette 4ème édition du colloque verra la participation d'hommes de lettres et de critiques du Maroc et de pays arabes qui apporteront des témoignages sur l'expérience de Waciny Laredj et Abdelkader Chaoui en matière d'écriture, selon les organisateurs.

Riad D.

PAROLES DE FEMMES

«Je ne me tuerai pas, on oublie si vite les morts.»

Marguerite Yourcenar

FEMMES

ACTU-FEMMES

Page animée par Tinhinan

ILS ONT DIT :

«La mort rattrape ceux qui la fuient.»

Horace

Enora Malagré sifflée par le public à un match de catch

Coup dur

On ne peut pas plaire à tout le monde et Enora Malagré en a fait l'expérience. Invitée à ouvrir un match de catch à l'Accor Hotels Arena vendredi soir, la chroniqueuse de Touche pas à mon poste a été huée par le public.

Enora Malagré avait pourtant sorti son plus beau décolleté et la robe rouge, mais rien n'y a fait : en montant sur le ring vendredi soir pour sonner le début d'un match du WWE Live, qui se tenait à l'Accor Hotels vendredi 22 avril, la petite protégé de Cyril Hanouna n'a pu échapper aux sifflets du public.

Pas de chance pour Enora Malagré, son entrée chahutée a été filmée et diffusée aussitôt sur Twitter, accompagné d'un message pour le moins bienveillant. «Les huées, c'était fou quand cette bouffonne d'Enora s'est ramenée sur le ring pour je ne sais quelle raison», peut-on en effet lire en légende. Ambiance.

De son côté, Enora Malagré, à nouveau en pleine forme après un petit passage à vide, a livré sa version des faits à l'issue de la soirée : elle a joué la comédie ! «Encore bravo aux catcheurs hier ! Enorme mon entrée pour sonner la cloche en mode méchante, j'ai bien joué le jeu je crois. C'était fou !», a-t-elle ainsi partagé sur Twitter.

Malheureusement, son bourreau du jour n'a pas manqué de lui faire savoir qu'il n'en était rien. «Donc, selon elle, elle se faisait huer parce qu'elle «jouait la méchante»? « M.D.R. On te hue parce qu'on te déteste…», a-t-il rétorqué.

FORME

SEPT CONSEILS POUR SURMONTER UNE NUIT BLANCHE

Si vous passez la nuit sans dormir, voici quelques conseils pour être en forme, demain, au boulot.

ÉVEILLEZ VOTRE REGARD

Avant d'attaquer la journée, qui s'annonce très très longue, pensez à sauver les apparences et avoir l'air en forme. Pour éviter que vos petits yeux endormis ne trahissent la folle nuit que vous avez vécue, il faut réussir à les dégonfler. Pour cela, une méthode de grand-mère qui a déjà fait ses preuves : appliquez sur chaque œil une rondelle de concombre pendant une quinzaine de minutes. L'objectif est de décongestionner les poches et de faciliter la circulation du sang. Ensuite, utilisez un anti-cernes, un ton plus clair que votre couleur de peau naturelle pour éclaircir le regard et atténuer le côté violacé des cernes. Méfiez-vous cependant des teintes trop claires qui peuvent donner un effet gris !

FAITES LE PLEIN DE VITAMINES

Le petit-déjeuner est d'autant plus capital que votre corps n'a pas pu recharger ses batteries pendant la nuit. Faites donc le plein de vitamines en consommant des fruits frais et n'oubliez pas les sucres lents, présents dans le pain complet ou les céréales.

Au déjeuner, ne vous jetez pas sur les plats riches en graisses et en sauce, cela pèserait sur votre estomac et vous plongerait dans un état de somnolence tout le reste de la journée. Préférez un plat léger et riches en protéines, composé de poisson (moins lourd que la viande), de légumes et de pâtes pour vous permettre de tenir jusqu'au dîner.

NUIT BLANCHE : PRENEZ UNE DOUCHE DYNAMISANTE

Contrairement aux idées reçues, une douche qui réveille n'est pas forcément froide. Inutile de vous punir en prenant une douche glacée ! Elle pourrait même provoquer l'effet inverse en faisant baisser la température de votre corps et vous donnant ainsi envie de vous blottir au fond du lit.

PRENEZ UNE DOUCHE DYNAMISANTE

Une douche tiède, pas trop longue, suffit à redémarrer. De plus, après une nuit blanche, le corps manque cruellement de repos, pas la peine d'en rajouter. Si vous avez passé la nuit à danser ou debout dans un bar, un jet d'eau froide sur les jambes peut cependant être utile pour faciliter la circulation sanguine et favoriser le retour veineux, et ainsi éviter l'effet jambes lourdes qui risque de vous rattraper en fin de journée. Un massage post nuit blanche : associée à une huile végétale neutre, l'huile essentielle de cyprès peut s'avérer très efficace. Après la douche (ou à la mi journée) massez-vous les jambes avec ce mélange pour relancer la circulation des jambes.

SORTEZ

Pas facile de rester les yeux grands ouverts devant un ordinateur et sous la lumière des lampes de bureaux quand on n'a pas dormi de la nuit. N'hésitez donc pas à faire des pauses et à sortir le plus possible à l'extérieur pour prendre l'air. Faire le tour du bâtiment où vous travaillez vous permettra de vous tenir éveillée et de vous rebooster un peu. De plus, s'exposer à la lumière naturelle du jour est le meilleur moyen de faire comprendre à votre organisme, dont l'horloge est un peu désorientée, que ce n'est (toujours) pas le moment de dormir mais d'être active !

SANTÉ

Rhume et sinusites

Banal et bénin, le rhume, ou rhino-pharyngite, ne requiert que quelques mesures thérapeutiques extrêmement simples. Cependant, certaines personnes, les enfants notamment, sont exposées à des complications, pour lesquels un avis médical s'impose. Ainsi, mieux vaut ne pas laisser traîner… La sinusite peut évoluer assez vite vers la chronicité et poser de délicats problèmes de traitement. A moins de vivre en ermite, il est difficile d'échapper aux rhumes. Une conversation, des jeux entre enfants sont autant de voies royales offertes aux virus pour changer d'hôte. Ecoulement nasal, nez bouché, éternuements, avec ou sans fièvre… Les enfants sont particulièrement exposés. Sinusites, des rhumes qui durent anormalement Quand l'infection née dans les fosses nasales se propage vers les sinus, la muqueuse qui tapisse ces derniers s'enflamme à son tour. L'orifice étroit qui les sépare des fosses nasales se bouche et le piège se constitue. Le sinus s'infecte. C'est la sinusite.

LA VITAMINE C : DU TONUS POUR L'HIVER !

En hiver, pensez à votre petite laine… et à la vitamine C ! Cette substance assure un bon fonctionnement de notre système immunitaire : elle nous aide ainsi à résister aux infections qui prolifèrent durant cette période à risque.

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Les DÉBATS
Quotidien national d'information
Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

•Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 •Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : http://www.lesdebats.com • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

Il aurait arraché le titre du meilleur joueur de la Premier League

Mahrez plébiscité par les Anglais

L'international algérien et joueur phare du club surprise en Angleterre, Leicester City, Riad Mahrez aurait arraché le titre du «joueur de l'année 2016»de la Premier League, après une saison époustouflante avec les Fox. Mahrez a coiffé au poteau, Harry Kane, le joueur de Totenham et a et aurait été donc plébiscité par les membres du syndicat des footballeurs. On apprend que cette structure qui a conduit le vote a appelé le club de Leicester pour lui demander de libérer le joueur algérien pour assister à la soirée qui devait être organisée pour ce rendez-vous. Il faut dire que la saison a été exceptionnelle pour le joueur algérien qui est pour beaucoup dans les exploits réussis cette saison par la formation jusque là inconnue de Leicester City, surtout avec ces 15 buts et c'est 12 passes décisives. A lui seul, il a ramené des points très précieux pour son club qui a damé le pion aux prestigieuses formations dites du Golden Foor, notamment, Manchester United, Chelsea, Arsenal et Liverpool, mais aussi les autres richissimes clubs, à l'exemple de Manchester City et Totenham. Le «Guerrier du Désert» a prouvé, qu'à «cœur vaillant rien d'impossible», puisqu'il y a quelques années seulement, même à une année de cela, personne n'aurait parié un euro sur lui. On se rappelle même que le patron du club marseillais, Labrune, a ironisé sur lui, on avouant qu'un joueur comme lui ne pouvait pas jouer à l'OM. Mais avec du travail et de la persévérance, et en écoutant les conseils de son mangeur italien, Claudio Ranieri, il a pu surmonter tous les obstacles et réussir une saison des plus réussi, sachant que le club est bien parti pour réussir sa saison et prendre le titre tant convoitée de la Premier League, ce qui n'est pas donné à n'importe qui. C'est un moment magique pour ce joueur qui ne s'imaginait pas arriver à ce niveau là et qui se retrouve donc dans un rêve, lui qui est maintenant convoité par les grands d'Europe qui souhaitent tous l'avoir dans leurs rangs même si beaucoup souhaitent qu'il reste dans le championnat anglais qui lui va à merveille, avec ce niveau relevé.

Imad M.

Basket-ball/Super-Division «A» (Play-offs)

L'IRB Bordj Bou Arréridj assure sa qualification

■ L'IRB Bordj Bou Arréridj s'est qualifié pour la deuxième phase des Play-offs du championnat d'Algérie de basket-ball, Super-Division «A», suite à sa large victoire face au NA Hussein-Dey (64-42), lors de «la belle» disputée samedi au Caroubier (Alger). A la faveur de ce succès, l'IRB Bordj Bou Arréridj rejoint le GS Pétroliers (tenant du titre), le CRB Dar Beida et l'US Sétif, qui ont décroché leurs billets pour le deuxième tour des Play-offs grâce à leurs succès respectivement face à l'OMS Miliana (112-44), l'O Batna (80-36) et le NB Staouéli (90-74), en matchs retour disputés vendredi. Après la défaite concédée, vendredi sur le score de 60 à 55, les joueurs de Bordj Bou Arréridj ont su rebondir lors de ce match décisif en débutant le match pied au plancher, infligeant à leur adversaire un (10-0) d'entrée de jeu et poussant le coach du NAHD, Djamel Rékik, a demandé un temps mort après seulement 4 minutes de jeu dans le premier quart-temps. Malgré cette interruption, les Bordjis ont continué leur marche en avant en dominant le rebond (offensif, défensif), et surtout en étant adroit dans les tirs à trois points, concluant ainsi le premier quart-temps sur le score de (22-9). Dans le deuxième quart-temps, Imed Aichour et ses coéquipiers ont maintenu la pression sur leur adversaire, grâce à une défense solide qui a complètement perturbé les «Sang et Or», et permettant à leur équipe de rejoindre les vestiaires avec une avance de 14 points (35-19). En deuxième mi-temps, l'équipe drivée par l'ancien joueur du WA Boufarik, Amine Cheniaf, a su préserver son avance au tableau d'affichage, bien aidée par la maladresse des joueurs du NAHD qui ont affiché une très mauvaise adresse aux tirs extérieurs durant toute cette rencontre. Les Bordjis terminent le 3e quart-temps sur le score de 49 à 31, avant de conclure le match avec 22 points d'avance (64-42). L'entraîneur de l'IRB Bordj Bou Arréridj, Amine Cheniaf, s'est dit «fière» de la réaction de ses joueurs après la défaite de vendredi qui a permis au NAHD d'égaliser dans cette série. «Je pense que notre qualification est amplement méritée sur l'ensemble des trois matchs. Aujourd'hui, nous avons dominé le match de bout en bout grâce à une bonne défense et la réussite aux tirs à 3 points, ce qui nous permis de prendre rapidement l'avantage et de gérer par la suite», a déclaré Cheniaf. De son côté, l'entraîneur du NAHD, Djamel Rékik, s'est montré déçu après l'élimination de son équipe de la course au titre, avouant que ses joueurs étaient «méconnaissables» sur le terrain. «Nous avons complètement raté le début de match, ce qui nous a mis dans une mauvaise de posture en faisant la course derrière tout au long du match. Nous avons été mauvais des deux côtés du terrain et l'IRB Bordj Bou Arréridj mérite cette qualification», a-t-il déclaré. La deuxième phase des Play-offs de la Super-Division «A» regroupant le GS Pétroliers (tenant du titre), le CRB Dar Beida, l'US Sétif, et l'IRB Bordj Bou Arréridj, se jouera en deux tournois domiciliés chez le CRB Dar Beida (du 5 au 7 mai) et le GS Pétroliers une semaine plus tard.

Ligue 1 Mobilis (26e journée)

La JSS 2e, la JSK au pied du podium

■ La JS Saoura s'est emparée de la 2e place du classement suite à sa victoire par un but à zéro contre le MO Béjaïa, samedi soir, en clôture de la 26e journée de Ligue 1 Mobilis, tandis qu'en bas du classement l'USM Blida et le RC Relizane sont en danger. Un but inscrit par Maziz à la 36e minute, a permis à la JSS de remporter une précieuse victoire dans la course pour la seconde place. Le score aurait pu être plus lourd en faveur des gars de Bechar, n'était le manque de réussite. Le buteur Mustapha Djellit ayant même manqué un penalty d'entrée de jeu. Tout comme la JSS, le DRB Tadjenanet a réussi une très bonne opération au cours de cette 26e journée, car sa victoire par deux buts à zéro contre le MC Oran l'a replacé sur la 3 marche du podium.

La JS Kabylie compte également parmi les grands bénéficiaires de cette journée, car sa victoire (2-0) chez l'USM Blida, l'a relancée dans la course aux premiers rôles. Un 4e succès consécutif pour les Canaris, assuré par Boulaouidet (85') et Medjkane (86'), propulse le club de kabylie à la 6e place du classement général, avec 38 points, ce qui lui permet d'espérer prétendre au podium, au moment où l'USMB voit sa situation se compliquer davantage après cette défaite à domicile, car elle se retrouve en plein dans la zone rouge, (13e) avec 29 points, à seulement quatre journées de la fin. Une détresse ressentie par d'autres clubs mal classés, notamment, l'ASM Oran (16e) et le RC Relizane (14e). L'ASMO s'est en effet inclinée au stade Habib Bouakeur (3-1) face au Chabab, grâce notamment à un doublé de Nekkache (62' et 66'), alors que Feham Bouazza avait débloqué la situation dès 26e minute, sur penalty.

Les gars de M'Dina J'Dida ont eu un petit sursaut d'orgueil après cette ouverture du score, égalisant par Barka dès la 34', mais le doublé de l'ancien baroudeur d'El Hamri, Nekkache, a scellé leur sort. Grâce à sa victoire chez l'ASMO, le Chabab se positionne à la 4e place, ex-aequo avec le MOB, ayant essuyé de son côté un courte défaite à Béchar. Le RCR, qui accueillait le CSC a lui aussi commencé par être mené au score, devant Benchérifa (33') et Bezzaz sur penalty à la 37e, mais il a réussi à sauver les meubles (2-2) grâce Kherbache, juste avant la fin de la première mi-temps, puis Rabhi, juste après le retour des vestiaires. Le choc USM El Harrach - ES Sétif a été très serré et les Jaune et Noir ont dû se remettre, encore une fois au coup de patte magique de leur capitaine, Hamza Aït Ouamar, ayant fait la différence (1-0) sur coup franc direct à la 51e minute. Un succès important, qui replace les Harrachis à la 8e place, ex-aequo avec le MC Oran, avec 35 points chacun. Pour sa part, l'Aigle noir reste scotché à la 10e place, mais avec un seul point de retard sur son adversaire du jour, l'USMH.

Ce qui lui permet de continuer à espérer terminer la saison à un classement honorable. Vendredi, en ouverture de cette 26e journée, le MC Alger et l'USM Alger s'étaient neutralisés (2-2) dans un derby plein de rebondissements, au moment où le NA Hussein-Dey l'a emporté assez facilement face l'avant-dernier du classement, le RC Arbaâ, sur le score de trois buts à zéro. Les Rouge et Noir avaient commencé par mener (2-0) grâce à deux belles têtes de Nadji (26') et Seguer (67'), mais le Doyen a réussi à réussi à arracher le nul, grâce à un doublé de son capitaine Abderrahmane Hachoud, aux 79' et 87'. Un piètre résultat, qui n'arrange ni l'USMA ni le MCA, car si le premier a vu la célébration de son titre de champion reporté à une date ultérieure, le «Doyen» reste menacé de relégation. (APS)

Résultats et classement :

MCA-USMA	2-2
NAHD-RCA	3-0
USMH-ESS	1-0
DRBT- MCO	2-0
RCR-CSC	2-2
USMB- JSK	2-0
ASMO -CRB	1-3
JSS- MOB	1-0

	Pts	J
1). USM Alger	52	26
2). JS Saoura	41	26
3). DRB Tadjenanet	40	26
4). MO Béjaïa	39	26
—). CR Belouizdad	39	26
6). JS Kabylie	38	26
7). NA Hussein-Dey	36	26
8). MC Oran	35	26
—). USM El-Harrach	35	26
10). ES Sétif	34	26
11). MC Alger	33	26
—). CS Constantine	33	26
13). USM Blida	29	26
—). RC Relizane	29	26
15). RC Arbaâ	19	26
16). ASM Oran	18	26

Championnat du Portugal

Brahimi porte Porto

■ L'international algérien Yacine Brahimi, auteur du second but de son équipe contre l'Academica Coimbra (2-1) a permis au FC Porto de s'imposer en match de la 31e journée du championnat du Portugal de première division de football disputé samedi. Incorporé par l'entraîneur José Peseiro en seconde période, le milieu offensif algérien a inscrit le but de la victoire à la 66e minute de la partie. Les locaux avaient ouvert la marque par Pedro Nuno (25e). Ruben Neves a égalisé pour Porto (37e). C'est le sixième but de Brahimi en 30 matchs (27 comme titulaire) cette saison avec Porto en championnat du Portugal. A la faveur de ce précieux succès en déplacement, Porto disputera au minimum les qualifications pour la prochaine Ligue des champions.

Les DEBATS
http://www.lesdebats.com

Météo

Alger
Ensoleillé
Min 6 °C
Max 21 °C

Oran
Ensoleillé
Min 7 °C
Max 24 °C

Annaba
Ensoleillé
Min 5 °C
Max 18 °C

Egypte

Al-Sissi promet la «fermeté» à la veille de manifestations

Le président Abdel Fattah al-Sissi et son ministre de l'Intérieur, Magdy Abdel Ghaffar, ont promis hier la fermeté de la police et de l'armée à la veille de manifestations prévues à l'appel de mouvements d'opposition.
Pour aujourd'hui, plusieurs mouvements laïcs et de gauche ont appelé à manifester contre la politique du gouvernement, prenant prétexte, selon les experts, de la rétrocession controversée il y a deux semaines de deux îles de la mer Rouge, Tiran et Sanafir, à l'Arabie Saoudite.
Or, depuis 2013, toute manifestation non autorisée par le ministère de l'Intérieur, est interdite. Les mouvements contestataires ont annoncé qu'ils braveraient cette interdiction.
«Je vois qu'il y a des gens qui appellent à nouveau à porter atteinte à la sécurité et à la stabilité» de l'Egypte, a lancé M. al-Sissi lors d'un discours télévisé. «Notre responsabilité est de protéger la sécurité et la stabilité des institutions et je promets aux Egyptiens que personne ne les terrorisera encore, c'est la responsabilité de la police et des forces armées», a-t-il averti.
«La sécurité et la stabilité de la patrie constituent une ligne rouge et aucune tentative d'y porter atteinte ne sera tolérée», a renchéri dans un communiqué le ministre de l'Intérieur, Magdy Abdel Ghaffar, menaçant «les services de sécurité feront face avec une extrême fermeté à toute action de nature à perturber l'ordre public».

Reda A.

Mali

Deux soldats tués lors d'une embuscade

Deux soldats maliens ont été tués et un autre blessé samedi soir dans la région de Tombouctou, dans le nord du Mali, lors d'une embuscade tendue par des hommes armés, a-t-on appris hier de sources militaires et du ministère malien de la Défense.
«Une mission d'escorte de l'armée est tombée dans une embuscade entre Goundam et Acharane (dans la région de Tombouctou). Deux militaires sont tombés (morts) et un a été blessé» lors de cette attaque menée samedi soir par «des hommes armés», a affirmé un responsable de l'armée, cité par l'AFP qui a confirmé l'information auprès d'un responsable du ministère malien de la Défense.
Le nord du Mali, tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes terroristes liés à Al Qaïda, a été en grande nettoyé suite à l'intervention militaire internationale, lancée en janvier 2013 à l'initiative de la France, qui se poursuit ctuellement.
Mais des zones entières échappent encore au contrôle des forces maliennes et étrangères, malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix entre le camp gouvernemental et l'ex-rébellion, censé isoler définitivement les terroristes.
Longtemps concentrées dans le Nord du Mali, les attaques terroristes se sont étendues à partir de 2015 vers le centre, puis le sud du pays.

Riad D.

Il s'apprêtait à franchir les frontières algériennes

Un terroriste abattu à In Guezzam

Un terroriste a été abattu samedi à In Guezzam, Tamanrasset, par des Forces de l'Armée nationale populaire (ANP), alors qu'il s'apprêtait à franchir les frontières algériennes à bord d'un véhicule, en possession d'un pistolet mitrailleur et d'une quantité de munitions, indique hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à la vigilance des forces de l'Armée nationale populaire, un détachement a abattu un terroriste, hier 23 avril 2016 à 23h, suite à une embuscade près d'In Guezzam (6ème Région militaire)», précise le MDN.

«Le criminel s'apprêtait à franchir nos frontières à bord d'un véhicule tout-terrain, en possession d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et d'une quantité de munition», ajoute la même source.

Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, «les éléments des gardes-côtes de Tizi Ouzou (1ère Région militaire) ont saisi, grâce aux renseignements fournis par des pêcheurs, une quantité de 27,268 kg de cannabis, à deux miles marins au nord-est du port d'Azefoun».

A Adrar et au 3ème Région militaire, «un détachement en coordination avec les éléments des Douanes, a appréhendé un narcotrafiquant à bord d'un camion, en possession d'un quantité de 5 622 comprimés de psychotropes». Des détachements de l'ANP ont saisi, quant à eux, à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam (6ème Région militaire) «un camion, un véhicule tout-terrain, 10 tonnes de denrées alimentaires et 9 080 litres de carburant», conclut le MDN.

R. A.

Djelfa

Démantèlement d'un réseau criminel

Le groupement de wilaya de la Gendarmerie nationale à Djelfa a réussi à mettre hors d'état de nuire un réseau criminel et saisir 6,25 quintaux de kif traité, a-t-on appris, hier, auprès du groupement de ce corps constitué.

L'opération a été réalisée grâce à des informations, parvenues au groupement, faisant état de la présence d'un camion chargé de ces drogues, qui se dirigeait vers une ville du sud du pays, a indiqué à l'APS, le commandant Kouache Karim, chef du groupement territorial de Djelfa.

Les investigations menées sur la base de cette information ont permis la localisation du camion, suite à quoi il fut procédé à l'arrestation de son conducteur, avant une fouille méticuleuse du véhicule en question, qui était «d'apparence» chargé de paille, a-t-il ajouté, signalant la découverte dans la malle du camion d'une quantité de prés de 6,25 q de kif traité.

Selon le commandant Kouache, l'enquête a permis l'identification des membres de ce réseau criminel composé de sept individus, d'une trentaine d'années chacun, en plus de la saisie du camion et de six autres véhicules de différents types utilisés dans le transport des drogues.

Les mis en cause seront présentés devant la justice pour les chefs d'inculpation de «constitution d'une association de malfaiteurs importation et exportation de drogues par réseau organisé, et blanchiment d'argent», a-t-il précisé.

L'enquête menée sur cette affaire a permis la mise hors d'état de nuire d'un réseau organisé qui acheminait de la drogue en provenance de l'ouest du pays, en passant par Djelfa, puis la wilaya de Ouargla, jusqu'aux frontières libyennes, a fait savoir la même source.

Il s'agit de la deuxième opération du genre, après une première saisie de plus de cinq q de kif traité, effectuée durant l'année en cours, a-t-on ajouté.

R. N.

ACTU...

Le Président Bouteflika à Genève pour des contrôles médicaux périodiques

Le président de la République Abdelaziz Bouteflika s'est rendu hier à Genève (Suisse) pour «une visite privée» durant laquelle il effectuera des «contrôles médicaux périodiques», a annoncé la Présidence de la République dans un communiqué transmis à l'APS.
Voici le texte intégral du communiqué : «Son Excellence, M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République a quitté le pays ce dimanche 24 avril 2016 (hier), pour une visite privée à Genève, durant laquelle, il effectuera des contrôles médicaux périodiques».

R. N.

Propriétaire de la compagnie Aigle Azur

Arezki Idjerouidène est décédé

Arezki Idjerouidène, homme d'affaires algérien établi en France, est décédé avant-hier soir à Paris à l'âge de 60 ans des suites d'une longue maladie, ont rapporté hier des médias qui cite sa famille. Arezki Idjerouidène a fait l'essentiel de sa carrière et de sa fortune dans le transport aérien. D'abord avec la société Gofast, puis à travers la compagnie française Aigle Azur qu'il a rachetée en 2001. La compagnie dessert plusieurs villes algériennes depuis la France.

M'sila

Plus de 900 fusils de chasse restitués

Un total de 943 fusils de chasse a été restitué à leurs propriétaires au cours de ces quatre dernières années dans la wilaya de M'sila, a indiqué hier le commandant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale, le lieutenant-colonel Mohamed Moulay.
Les services de la gendarmerie nationale ont été destinataires de 955 demandes émises par les services de la wilaya, relatives à la restitution de fusils de chasse saisis entre 1993 et 1994, a précisé l'officier au cours d'une conférence de presse consacrée au bilan des activités du groupement de wilaya pour le premier trimestre de l'année en cours.
Quelque 83 fusils ont été restitués durant les trois derniers mois, a-t-il ajouté.
Il a souligné dans le même contexte qu'après enquêtes, 943 fusils de chasse représentant plus de 98 % de l'ensemble des demandes parvenues aux services de la Gendarmerie nationale ont été remis. Le lieutenant-colonel Moulay a également indiqué que 83 demandes de restitution de fusils de chasse nécessitait la présentation, par les héritiers, d'une fridha (acte de partage établi par un notaire dans le cadre d'une succession).
Les familles concernées n'ont pas encore répondu à cette procédure, a-t-on noté.
L'opération se poursuit, a-t-on encore souligné dans l'objectif de satisfaire les demandes de restitution de fusils de chasse, a précisé le commandant du groupement territorial.

R. I.